

*l'Anti*capitaliste

N°130 | NOVEMBRE 2021 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



LUTTONS CONTRE L'IMPÉRIALISME



LE BAL MASQUÉ DES « GAUCHES » :
LEUR CAMPAGNE ET LA NÔTRE



« LÉGITIME », LA VIOLENCE
DE LA POLICE, VRAIMENT ?



POUR 100 BALLES,
T'AS PLUS RIEN...

Sommaire

ÉDITORIAL

Christine Poupin COP26 : blabla, mensonges, et fausses solutions **P3**

PREMIER PLAN

Hélène Marra Le bal masqué des « gauches » : leur campagne et la nôtre **P4**

Roseline Vachetta « Légitime », la violence de la police, vraiment ? **P8**

Elsa Collonges Pour 100 balles, t'as plus rien... **P11**

Eliana Como « Insurgeons-nous » : GKN, un conflit exemplaire **P14**

Thierry Labica De l'« islamo-gauchisme » à l'« anti-woke » : **P17**

Blanquer « l'américain » **P17**

Laurent Ripart La campagne Roussel : un tournant à droite pour le PCF **P20**

DOSSIER

Julien Salingue Faire vivre l'anti-impérialisme dans la campagne présidentielle **P22**

Dianne Feeley La politique étrangère de l'administration Biden **P25**

Pierre Rousset La Chine, nouvel impérialisme émergé **P27**

Léon Crémieux et Christian Babel L'impérialisme français : affaibli mais toujours toxique **P30**

HISTOIRE

Lucien Sanchez À propos de la publication du texte de Trotsky « Les leçons de la Commune » **P34**

FOCUS

Comités Montreuil et Paris 20° du NPA En mémoire de deux trotskistes fusillés et niés, Pierre Guéguen et Marc Bourhis **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <https://anticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
Macron passe Noël avec les soldats de l'opération Barkane. © Élysée.



Fresque à Saint-Denis commémorant le 17 octobre 1961. © Photothèque Rouge/JMB



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6mois 22euros	1an 44euros
Revue + Hebdo	6mois 50euros	1an 100euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6mois 18euros	1an 36euros
Revue + Hebdo	6mois 38euros	1an 76euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://anticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Hélène Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

COP26 : blabla, mensonges, et fausses solutions

PAR CHRISTINE POUPIN

Fini le climato-négationnisme, exit les climato-sceptiques ! Tout le monde semble d'accord : il faut rester en deçà de 1,5 °C d'augmentation de la température de la terre par rapport à la période préindustrielle. Alors pourquoi les émissions de gaz à effet de serre (GES) continuent-elles d'augmenter ? Pourquoi les engagements cumulés des États nous conduisent-ils à une augmentation 2,7°C à la fin du siècle ?

Pour rester en dessous de 1,5 °C, les émissions mondiales de CO₂ doivent baisser de 59 % d'ici 2030 et être réduites à zéro d'ici 2050. Mais 59 % est un objectif global, si on tient compte des responsabilités différentes du Nord et du Sud, les pays développés devraient réduire leurs émissions beaucoup plus radicalement, d'au moins 65 % pour l'Union Européenne. Les quatre cinquièmes de ces émissions proviennent de la combustion des énergies fossiles (gaz, charbon, pétrole) qui couvrent encore plus de 80 % des besoins en énergie. 90 % des réserves d'énergie fossile doivent rester dans le sol. Mais pour les groupes qui les exploitent, ces réserves représentent un énorme capital auquel ils ne peuvent envisager de renoncer. La valeur du système d'extraction, exploitation raffinage, transport... des fossiles s'élève à un cinquième du PIB mondial. Parce que les capitalistes et les gouvernements qui les servent refusent de détruire ce capital ils ne peuvent pas enrayer la catastrophe climatique.

La multiplication des événements extrêmes, manifestations dramatiques du bouleversement climatique (sécheresses, ouragans, mégafeux...), la mobilisation des peuples et de la jeunesse dans le monde, rendent politiquement intenable de poursuivre ouvertement le déni et l'inaction.

BLABLABLA, MENSONGES, TROMPERIES, FAUSSES SOLUTIONS ET VRAI COLONIALISME

Le blablabla, ce sont les grandes déclarations sur l'urgence, la gravité de la situation...

La liste des mensonges est longue. La Commission de l'UE affirme que « le processus mondial d'abandon des combustibles fossiles est déjà bien engagé ». FAUX ! Les gouvernements prévoient une augmentation de la production mondiale de pétrole et de gaz, une trop faible baisse de celle du charbon, conduisant en 2030 à une utilisation des combustibles fossiles plus de deux fois supérieure à celle qui serait compatible avec l'objectif des 1,5 °C.

Le versement des pays riches au Fonds vert pour aider le Sud global à faire face au changement climatique atteindra bientôt (en 2023 !) les 100 milliards de dollars par an promis il y a plus de 10 ans. En 2019, les versements n'arrivaient pas à 80 milliards et surtout 80 % des fonds publics alloués sont des prêts, donc remboursables !

La tromperie majeure est la « neutralité carbone en 2050 » appelée aussi « émission nette zéro ». La meilleure illustration est donnée par Greta Thunberg : « J'ai le plaisir d'annoncer que j'ai décidé de devenir net-zéro sur les gros mots. Dans le cas où je dirais quelque chose d'inapproprié, je m'engage à compenser en disant quelque chose de gentil ». Ajoutons que fixer l'horizon de 2050 et aussi le moyen de s'affranchir d'objectifs à plus court terme laissant ouverte la possibilité d'un dépassement temporaire alors que les points de bascule sont frôlés en Amazonie ou pour la calotte glaciaire du Groenland. En outre, la neutralité s'appuie sur une série

de fausses solutions plus inefficaces, dangereuse et inégalitaires les unes que les autres : capture et séquestration du carbone, nucléaire, mécanisme de compensation... Cette dernière accapare terres et ressources des peuples du Sud pour compenser les émissions des plus riches : du pur colonialisme repeint en vert.

TOTALENERGIES, LE NOM DE L'ÉCOBLANCHIMENT CAPITALISTE

Total sait depuis 1971 que le dérèglement climatique est une menace réelle et que le CO₂ émis par les combustibles fossiles en est responsable. Après une longue période de silence, le groupe se lancera au début des années 1990, dans « la fabrique du doute » sur l'origine du réchauffement climatique et dans la mobilisation patronale contre l'écotaxe et contre toute velléité de freiner l'industrie fossile. À partir de 2006, c'est le tournant « développement durable » du groupe à grand renfort de com', chartes, déclarations et conférences... Cependant la réalité fossile demeure : entre 2015 et 2019, Total a dépensé 77 milliards de dollars dans l'exploration et la production du pétrole et du gaz pour à peine 5 milliards de dollars les renouvelables. Et ça continue et continuera (si on le laisse faire) entre 2026 et 2030 près de 80 % des investissements seront réalisés dans le gaz et de pétrole, grâce à ses projets criminels : en Ouganda avec 400 puits et un oléoduc chauffé de 1 443 kilomètres menaçant plus de 30 000 personnes, en Arctique avec une augmentation de sa production de GNL...

Alors que les factures d'énergie pèsent de plus en plus lourd pour les plus modestes, TotalEnergies profite à fond de l'augmentation : son bénéfice net est multiplié par 23 sur un an, avec 4,6 milliards de dollars au troisième trimestre !

Alors faisons un geste pour le climat. Lançons une mobilisation unitaire pour exproprier TotalEnergies sans indemnité. Ce serait une avancée vers la socialisation de la production de l'énergie sous le contrôle des salariéEs – qui ont des solutions sociales et écologiques comme à Grandpuits – et des usagerEs, pour une transition réelle vers les renouvelables et la sobriété énergétique. □



Une banderole avec le slogan "inaction climatique" et des portraits des présidents participant à la COP26. Rassemblement contre l'inaction de la COP26. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Le bal masqué des « gauches » : leur campagne et la nôtre

PAR HÉLÈNE MARRA

Dans les régimes politiques contemporains, la lutte pour la prise du pouvoir se joue en partie sur le terrain symbolique¹. Les campagnes modernes sont devenues quasi permanentes précisément en raison du transfert des techniques de communication vers la pratique du pouvoir.

Cela rend encore plus difficile la participation des « petits » partis dans l'arène électorale. Moins dotés en ressources financières à consacrer à la communication politique, leur fonctionnement relève encore avant tout de l'action et de l'engagement des militantEs.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ET SA MISE EN SCÈNE

Le travail politique est ainsi de plus en plus orienté vers le contrôle de la communication, la volonté d'agir sur l'agenda médiatique et la pugnacité des relations avec les journalistes. Le processus de « spectacularisation », voire de *peopolisation*, du politique serait une dominante des transformations de l'écriture télévisuelle : l'arène électorale n'est plus un lieu de confrontation idéologique mais se transforme de plus en plus en une mise en scène de la politique. Des équipes de professionnels de la communication et du marketing se doivent d'organiser des campagnes de presse, réagir rapidement aux événements, articuler l'action politique aux sondages d'opinion, ce qui implique une nouvelle forme de travail politique orienté vers les médias.

Malgré les éléments de nouveauté, le web n'est pas un terrain réfractaire aux phénomènes de spectacularisation. En coïncidence avec les périodes de campagne, il revêt souvent une fonction de caisse de résonance des médias dits traditionnels. Les candidats essaient de plus en plus de maîtriser les outils numériques afin de court-circuiter ou

influencer la communication médiatique. Le but est de construire un espace médiatique élargi et multiplateforme autour de la personnalité du candidat ou de la candidate et non pas autour du parti et de son programme. Cet espace doit pouvoir être intégré à la sphère médiatique traditionnelle et amplifié par la mobilisation des audiences en ligne.

Les stratégies de communication ne peuvent toutefois pas combler le déficit de participation et de confiance qui caractérise les régimes démocratiques contemporains à une échelle internationale. En France, l'un des symptômes les plus manifestes de la crise de la V^e République est constitué par la montée progressive de l'abstention qui s'accompagne de l'émergence des droites réactionnaires profitant du processus de décomposition et de perte de légitimation de la gauche.

PAS D'UNION POPULAIRE AVEC MÉLENCHON

Certaines organisations tournent à plein régime principalement en période électorale. C'est le cas de La France insoumise, rebaptisée Union populaire, dont l'outil organisationnel et sa finalité sont construits autour du travail de campagne.

Sa tactique ? Toujours la même et de plus en plus assumée : diluer le clivage gauche-droite pour pouvoir rassembler un peuple de plus en plus large. Mélenchon a interprété au pied de la lettre les recommandations du penseur argentin Ernesto Laclau : créer

une frontière discursive antagoniste entre le peuple, incarné par son leader, et les élites. Ainsi, en partant d'une pluralité de situations antagonistes (notamment écologistes et démocratiques), le parti de Mélenchon espère parler à des groupes sociaux nouveaux et hétérogènes en maniant un discours fluide et détaché de la rhétorique de la gauche historique. La nouvelle universalité qui « englobe la différence et fixe un horizon d'attente », correspond à ce que Ernesto Laclau, en manipulant le concept gramscien, nomme « l'hégémonie² ». Elle permet de dépasser, au moins au niveau du discours, les conflits et les distinctions de classe, englober une multiplicité de demandes populaires et simuler un processus de légitimation par le bas.

Son slogan de 2022, « *l'Union populaire, pour le programme de l'Avenir en commun* » est représentatif de cette stratégie discursive et de communication qui vise à collectionner et mettre en avant les revendications populaires habilement assemblées dans son programme.

L'Avenir en commun, construit par le biais d'un processus « participatif », constitue un élément pivot dans la rhétorique mélenchonienne. Il n'émanerait pas du parti et de son sommet mais directement des citoyens. Un subterfuge quelque part maladroit car l'image du leader est omniprésente. Il s'agit alors d'un dispositif hybride que certains nomment le « parti-mouvement³ », et qui essaie d'intégrer un pôle conservateur/hiérarchique avec une rhétorique

progressiste prônant une organisation informelle et basée sur les réseaux. Mais cela correspond à une façon descendante et hiérarchique de constituer un « mouvement » qui, en l'absence de

l'« hémisphère gauche⁴ » ont plus de mal à se présenter comme les faiseurs du changement de société.

En se distinguant de la stratégie de l'Union populaire, le site web de

véritables mobilisations de masse, n'est qu'un conteneur vide rempli par une rhétorique connexionniste.

La figure du sauveur suprême incarnant la volonté populaire, la création, par le haut, d'un sujet politique large qui dépasse les confits de classe, constituent autant d'éléments de discontinuité avec les répertoires de l'extrême gauche. Mélenchon se situe en somme dans la continuité avec l'actuel système étatique qu'il souhaite occuper sans le modifier. En ce sens, l'avènement de la 6^e République ne constitue pas un changement radical mais plutôt une tentative, vaine, de propulser une forme de gouvernance pouvant s'intégrer, sans trop d'efforts, dans l'appareil de reproduction de l'ordre capitaliste.

Cette évaluation est essentielle pour comprendre les spécificités d'une démarche révolutionnaire et la façon dont notre organisation peut se saisir de l'élection. À la lecture que Laclau fait de Gramsci nous préférons le texte originel : l'hégémonie du prolétariat implique la destruction des mécanismes de la domination économique et culturelle ainsi que le fait d'aboutir à une société sans classes. Il ne suffit alors pas de voter pour un bon candidat et maximiser les chances d'importer l'élection, il s'agit plutôt de se donner les moyens pour produire collectivement un nouveau projet de société.

LE LABEL EELV POUR 2022

Si le parti-mouvement de Mélenchon façonne habilement un discours de rupture, les autres acteurs de

l'« hémisphère gauche⁴ » ont plus de mal à se présenter comme les faiseurs du changement de société. En se distinguant de la stratégie de l'Union populaire, le site web de EELV nous plonge dans un champ de tournesols où le vert est la couleur dominante. L'idée est de stimuler l'action et d'encourager le sens d'appartenance à un mou-

vement large mobilisé pour la sauvegarde de la planète. Les premiers onglets du site de campagne (« le mouvement » et « le projet ») renforcent en effet cette stratégie : il s'agit d'adhérer avant tout à un mouvement, et non pas à un parti, afin de réaliser un « projet » innovant !

Ce « projet » correspond à « *une démarche de réconciliation entre l'humanité et le reste du vivant, et de réponse à l'urgence écologique, démocratique et sociale pour permettre à chacune et chacun de mieux vivre. Il s'inspire de nos valeurs : la justice sociale plutôt que la prédation, la solidarité plutôt que la compétition, le temps long plutôt que les décisions à courte vue, l'intérêt général plutôt que les intérêts particuliers* ».

Cela sonnerait plutôt bien si on ne savait pas que le « mouvement » de Jadot ne représente qu'une partie, réformiste et modérée, d'un mouvement écologiste plus vaste dont la détermination et la radicalité pourraient s'accroître rapidement dans la période à venir. Pour sauver le climat et la planète, il va falloir beaucoup plus qu'un petit projet électoral en mode start-up. Les jeunes générations, sur lesquelles retombe le devoir du changement, semblent en être de plus en plus conscientes.

Les Verts ont en outre essayé d'occuper l'espace médiatique avec les primaires. Celles-ci constituent une des réponses organisationnelles à la crise de légitimité des partis⁵. C'est Jadot, le candidat d'appareil, qui l'a emporté face à Sandrine Rousseau dont le profil, plus

à gauche, féministe et antiraciste, a failli percer. Les primaires ont donc une fonction de légitimation du candidat mais répondent aussi à des tentatives d'élargissement de la base des sympathisants qui sont associés à ce processus, très peu délibératif. À l'exception des tentatives de primaire « citoyenne » proposant des incubateurs dépourvus d'idéologie et de programme et s'étant, pour l'instant, soldées par des échecs⁶, les primaires restent un outil marketing sous l'emprise des partis. La marque partisane « Europe Écologie les Verts » se lance alors dans la campagne. Elle affiche une volonté de sortir du nucléaire au moment où celui-ci revient sur la scène comme étant la solution miracle pour la production d'une « énergie décarbonée ». Raté l'effet surprise des primaires, Jadot se présente comme le

vrai candidat vert dans un bal où tout le monde porte ce même costume. Il sera alors difficile de distinguer l'original de la copie bien que le candidat des Verts présente en ce sens un avantage stratégique indéniable. Il jouera la carte du « Green New Deal » en prétendant que cela correspond très naturellement à sa marque de fabrique. Jadot pourrait grignoter l'espace déjà étroit de la candidate socialiste Anne Hidalgo et sortir gagnant dans la fabrication du label vert de la social-démocratie.

Arrêter le nucléaire et développer les énergies renouvelables, ce sont de très bonnes idées mais qui ne suffisent pas à elles seules à mettre fin au travail aliéné, à la propriété privée des moyens de production, à l'organisation du travail capitaliste et à ses formes de délimitation (entre le travail et le hors-travail), structuration et hiérarchisation dans l'ensemble de la société. La conversion écologique doit en effet pouvoir s'articuler à une modification radicale du procès de travail, ainsi que de la façon dont on décide collectivement et démocratiquement des besoins fondamentaux et des moyens de coopération pour les satisfaire. Un projet de changement radical de la société doit pouvoir lutter pour la socialisation des moyens de production et des richesses tout en éliminant la division de classe, sexuelle et raciale du travail. Cela demande une articulation

des luttes de classe avec les luttes féministes, écologistes et antiracistes dans un engagement commun visant le dépassement de la société capitaliste.

LE PS MODÈRE ET FAIT L'ÉCONOMIE DE LA GAUCHE

Peu de chemin semble avoir été parcouru depuis 1974, où la candidate de Lutte ouvrière, Arlette Laguiller, osa se présenter « à la présidence de cette république d'hommes ». En portant sur les épaules le manque de légitimité dont souffre son parti, Anne Hidalgo esquisse un argumentaire féministe pour tenter de canaliser l'attention du public : « la femme politique que je suis est bien décidée à aller au bout, parce qu'au-delà de la transition écologique et sociale, je veux porter la voix des femmes de ce pays ... » (RTL).

Son site de campagne est conçu à partir d'une stratégie de communication engageante qui doit pouvoir donner la sensation que tout reste encore à faire et que le résultat dépendra de l'action et du niveau d'engagement des collectifs impliqués dans la campagne.

Toutefois, à la tête d'un parti en décomposition et avec des propositions floues, la candidate ne semble pas être destinée à aller très loin.

Ses déclarations dans les médias sont contradictoires : elle veut séduire les Gilets jaunes avec une baisse de la taxe carbone mais elle n'a pas de mots pour dénoncer les violences dont le mouvement a été victime. Dans son livre *Une femme française*, la candidate se livre à des jugements moraux sur les actions prétendument violentes des manifestants sans consacrer un mot à la violence sociale qui les étouffe au quotidien. En se positionnant dans le

versant modéré⁷, elle ne tend pas non plus la main aux élans radicaux du féminisme contemporain.

À coups de modération, de non-dits et de renoncements, elle en arrive à renforcer le pôle néolibéral d'Emmanuel Macron. Son principal problème : la trahison du socialisme et un programme se limitant à l'injection de bribes d'une politique sociale se dissolvant dans le modèle capitaliste.

Actuellement à la tête de la ville de Paris, la candidate est apparue comme celle disposant d'une dose minimale de légitimité pour entraîner l'appareil et engager la course. Dans le contexte de la capitale, la stratégie consistant à combiner les processus de gentrification avec une politique minimaliste de redistribution des richesses peut suffire à la construction d'une base sociale. Ce pari risque toutefois d'être inapplicable à une échelle plus large.

LE « PROJET COMMUNISTE » POUR 2022 !

Le candidat le plus éloigné de son projet originaire semble être celui du PCF, Fabien Roussel. La représentation qu'il dresse des classes populaires, pour tenter désespérément d'en capter l'attention, est caricaturale et péjorative. Pourquoi devrait-on choisir une image si déformante de nous-mêmes ? Pourquoi vouloir alimenter de telle sorte la violence symbolique ?

Après s'être rendu sans vergogne aux mobilisations des syndicats de police, il enchaîne les discours droitiers et les dérives de toute sorte : de la question des flux migratoires à la peur de l'islam, il cède aux tentations de vouloir plaire aux masses desquelles il apparaît en même temps de plus en plus déconnecté⁸. S'il se détache, idéologiquement, du projet de Mélenchon, il en récupère en même

temps la stratégie de captation et d'instrumentalisation de la participation de ses évolutions.

Les idées conservatrices mises en avant se heurtent ainsi à une stratégie de campagne qui se veut nouvelle et horizontale.

Le candidat du PCF lance la plateforme « La France en commun » pour récolter les idées des Français et des Françaises et construire son programme pour 2022. Si cela a pu être considéré comme innovant en 2007 au moment où la candidate du PS Ségolène Royal lançait la plateforme « Désir d'avenir » pour écrire son pacte présidentiel, cela apparaît aujourd'hui peu crédible, au-delà du coup de com. La participation politique n'apparaît pas d'un coup de baguette magique simplement en lançant de nouvelles plateformes numériques ; elle se construit dans le temps, à travers une action de terrain, l'engagement de ses bases et un projet collectif d'émancipation. Sa campagne des jours heureux suggère ainsi une sorte de retour nostalgique à un passé abimé par les bouleversements du présent. La direction du PCF est en effet constituée par deux franges : l'une nostalgique, stalinienne et nationaliste, réclamant un candidat pour faire perdurer le parti ; l'autre institutionnelle et liée au PS. Or, ces deux fractions se rencontrent dans une volonté commune de prendre de la distance vis-à-vis de Mélenchon d'où la modification du discours de Roussel. Dans ce contexte, les techniques de marketing politique et la dynamique de démocratie participative peuvent constituer une tentative de redonner une légitimité au programme. Coincé entre le passé qu'il n'assume plus et le futur qu'il n'arrive plus à envisager, le PCF cherche alors désespérément à se reconnecter avec sa « France » !

2022 avec HIDALGO !

Les comités locaux S'informer Passez à l'action

J'ai besoin de vous !

Engagez-vous partout en France !

Partager la vidéo

Rejoignons-nous pour faire campagne

Portons haut le combat pour la justice sociale et écologique

Prénom

Nom

Email

Code postal

J'accepte de recevoir des informations de la campagne d'Anne Hidalgo par email

LE MOUVEMENT - LE PROJET - COMMUNIQUÉS - PRIMAIRE ÉCOLOGISTE - (RÉ)ADHÉREZ - DONNER

VOUS VOUS SENTEZ ÉCOLOGISTE ?

Poussez votre engagement plus loin

(RÉ)ADHÉREZ DONNEZ

FABIEN ROUSSEL

Fabien Roussel Actualités ▾ Agir ▾ Le Programme **JEREJOINS**

Le Programme

Depuis septembre 2019, Fabien Roussel mène une consultation sur la plateforme lafranceencommun.fr, pour recueillir des propositions concrètes et construire un programme de justice sociale.

Véritable **laboratoire d'idées ouvert à toutes et tous**, lafranceencommun.fr vous permet de publier vos contributions ou soutenir celles des autres.

Je participe à la construction du programme sur lafranceencommun.fr

Nourri de ces contributions, **le programme de Fabien Roussel sera publié sur ce site en décembre 2021.**

PENSER L'ÉMANCIPATION NE RELÈVE PAS DU MARKETING

La construction communicationnelle du modèle du « parti-mouvement » se fonde sur un recours à des dispositifs numériques de plus en plus professionnels permettant notamment la participation des militants et des sympathisants dans l'écriture des propositions. Les outils numériques peuvent donc répondre à la fois à des fonctions de mobilisation et de construction de l'offre politique. Les enjeux communicationnels se confondent donc ici avec les démarches visant à booster la participation démocratique. Celle-ci est toutefois constamment régulée et encadrée à partir d'une visée instrumentale : la recherche de l'adhésion électorale. Au final, les pratiques de participation de ceux et celles d'en bas continuent de se heurter aux appareils politiques de représentation et de maintien de l'ordre social.

Dans un monde en décomposition où les prix augmentent et les salaires stagnent et où les menaces du réchauffement climatique deviennent de plus en plus pressantes, il convient que chacun d'entre nous prenne ses affaires en main et agisse comme une unique force sociale productive, autodéterminée et auto-organisée. Contraints par la crise de la 5^e République et les effets de cadrage des médias, les acteurs de la « gauche » se livrent à des exercices de style afin de gérer leur image d'une façon rentable et obtenir une visibilité médiatique. Vidés de contenus et perspectives, ils accélèrent et amplifient les processus de dépossession politique des masses et leur difficulté à influencer la sphère politique.

Notre candidat, peu représentatif de la classe dirigeante française et partageant les expériences de précarisation et le vécu du plus grand nombre, porte un projet d'émancipation. L'enjeu n'est pas seulement de jouer un rôle dans le petit théâtre de la présidentielle mais précisément de tenter de remplacer la résignation méfiante de qui nous regarde par un sentiment d'injustice et de révolte qui incite à l'action.

Cette dimension de notre campagne nous semble constituer un trait distinctif par rapport aux autres. Elle devient alors un révélateur de l'écart dans les projets de société et les représentations mêmes de la « gauche ». Usul l'a développé d'une façon claire dans l'une de ses vidéos récentes⁹ : le candidat Poutou oblige les acteurs du théâtre de la gauche à endosser leur

rôle et à l'interpréter correctement, pour paraître crédibles. Notre présence a donc une influence positive sur la qualité du débat médiatique où la mise en scène des personnages et de leurs conflits prime souvent sur la confrontation des idées. Parler des idées, y compris de celles qui, disqualifiées et minorées par les médias dominants, sont reléguées dans la catégorie de l'utopie, permet d'élargir le spectre du pensable et du possible et d'insuffler une forme d'espérance à notre camp social. L'utopie s'inscrit dans la matérialité du monde¹⁰ dès lors qu'elle génère une volonté, très concrète, de dépassement et de modification de l'état des choses existant. □

1) Thompson, John B. (1995), *The Media and Modernity. A Social Theory of the Media*, Cambridge, Polity Press.

2) Laclau, Ernesto, (2008), *La Raison populiste*, Paris Seuil.

3) Caruso, Loris (2017), « Digital capitalism, populism, and the end of politics, The case of the Italian Five-Star Movement », *Politics & Society*, 45(4) : 585-609.

4) Le titre du livre « Hémisphère gauche – Cartographie des nouvelles pensées critiques » de Razmig Keucheyan, publié aux éditions Zones, est ici évoqué d'une façon ironique.

5) Rémi Lefebvre, (2020). *LaPrimaire.org : une démarche citoyenne à l'épreuve des règles du jeu politique*. *Quaderni*, 2(2), 119-138.

6) Voir l'exemple de laprimaire.org (<https://laprimaire.org>) n'ayant pas dépassé la barrière institutionnelle des parrainages en 2017.

7) Elle se réclame d'un « féminisme universaliste » ce qui crée un clivage avec l'impatience de certains collectifs contemporains.

8) Pour une analyse approfondie du discours et des stratégies de positionnement de Fabien Roussel, voir dans ce numéro l'article de Laurent Ripart « La campagne de Roussel : un tournant à droite pour le PCF ».

9) Usul, À quoi sert une candidature Poutou ? <https://www.youtube.com/watch?v=YjE6vIQIRtk>

10) Sébastien Broca, « Comment réhabiliter l'utopie ? Une lecture critique d'Ernst Bloch », *Philonsorbonne [En ligne]*, 6 | 2012.



Réunion publique à Bourg-en-Bresse le 4 novembre 2021. © NPA

« Légitime », la violence de la police, vraiment ?

PAR ROSELINE VACHETTA

Le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, après avoir déclaré « Quand j'entends le mot violence policière moi personnellement je m'étouffe », affirmait le 28 juillet 2020 que « la police exerce une violence, certes, mais une violence légitime, c'est vieux comme Max Weber. » Aujourd'hui, le même Darmanin menace Philippe Poutou d'une plainte lorsque celui-ci déclare « la police tue ». Une plainte qu'il estime sans doute, elle aussi, « légitime ».

En quoi consisterait cette violence légitime de la police ? En quoi et pour qui serait-elle légitime, cette violence intolérable dans les quartiers populaires, nos manifestations ou nos occupations ?

QU'ENTEND-ON PAR LE MONOPOLE DE LA VIOLENCE PHYSIQUE LÉGITIME DE L'ÉTAT ?

Il est admis que le monopole de la violence physique légitime fait partie des prérogatives de l'État depuis sa création, c'est-à-dire depuis qu'il y a surproduit et invention de la propriété privée chargée de capter cette richesse pour les intérêts d'une minorité. On trouve par exemple une référence à cette violence physique légitime, nommée ici « force publique », dans l'article 12 de la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « *La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique, elle est donc instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux qui l'utilisent* ». La révolution de 1789 a permis que la propriété change de main, c'est une révolution sociale avec l'émergence d'une nouvelle classe dominante, la bourgeoisie. Et la force publique ne va pas être pour l'avantage de touTEs, comme affirmé dans ce texte, parce que tant qu'il y a des classes sociales, il y a des intérêts contradictoires et donc pas d'intérêt général, pas plus qu'il n'y a d'État neutre. La force publique va donc être au service de la classe dominante,

pour assurer le droit inaliénable à la propriété privée, sur l'ensemble du territoire. Cette force est séparée du reste de la société, en particulier du peuple désarmé, elle est et restera aux mains de l'État bourgeois. La Constitution du 24 juin 1793 tente de redonner un peu de pouvoir à ceux d'en bas, puisqu'elle reconnaît le droit à l'insurrection : « *Quand le gouvernement viole le droit du peuple, l'insurrection est pour le peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs* ».

Et dans des moments de lutte intense et de prise de pouvoir par le peuple, celui-ci reprend les armes et vise à défendre le plus démocratiquement possible ses propres intérêts sociaux et politiques. En France, la Commune en est l'exemple le plus abouti. Celui qui nous inspire le mieux.

TOUT L'APPAREIL D'ÉTAT EST AU SERVICE DE LA CLASSE DOMINANTE

Le sociologue Max Weber, au début du 20^e siècle définit le monopole de la violence légitime comme « *le moyen spécifique de l'État moderne* » qui « *revendique pour lui-même et parvient à imposer le monopole de la violence physique légitime* ». Ce qui est propre à l'État moderne ce n'est pas la violence qui existait bien avant sa création dans les diverses tribus et communautés, mais c'est qu'elle soit considérée comme le monopole de l'État. Ce qui signifie que celui-ci est la source unique du droit à la violence, qu'il s'agisse de l'exercer ou de le déléguer à d'autres. Ce qui implique que toutes les autres violences sont a

priori illégitimes. On comprend que Darmanin cite Weber, même si en réalité il ne comprend pas le sens de la formule du sociologue — nous y reviendrons.

L'État s'est doté également de nombreux codes juridiques et réglementations administratives pour gouverner (soumettre ?) la population, mis en œuvre par de nombreuses administrations, les grands corps d'État, qui pilotent les politiques publiques. Et aussi des institutions également dépendantes du pouvoir d'État (écoles, hôpitaux psychiatriques, prisons, centres de rétention) qui produisent leur lot de violences légales, violences « symboliques » pour Bourdieu, ou « disciplinaires » (Foucault), toutes visant à des degrés divers à former mais le plus souvent à formater, contenir, faire taire les populations. Mais seule la police, avec toutes ses composantes, des gardes-frontières aux CRS, en passant par la BAC, la PAF, la BRAV, la BRI, la DGSI, la DGSE... et l'armée, soutenues généralement par la justice, peuvent utiliser la force physique, la répression quasi à volonté pour imposer le droit de la classe dominante. C'est une constante. En ce sens, Engels a raison d'affirmer « *[qu']en dernière instance, l'État est une bande d'hommes armés* » !

VIOLENCE POLICIÈRE ET VIOLENCES SOCIALES VONT DE PAIR

Même si ce n'est pas toujours franchement visible sur le terrain, (c'est un euphémisme !), la violence de la police est officiellement encadrée : « *Le*

recours à la force est permis dans le respect de stricts principes de nécessité, de proportionnalité et de précaution¹ ». Elle est considérée comme légitime pour empêcher un acte délictueux ou capturer son auteur. Ou en cas de « débordements » lors de manifestations ou rassemblements sur la voie publique, dans le cadre de maintien de l'ordre. Mais la légitimité de la violence policière ne fait pas l'objet d'une définition juridique, ne sont pas précisées les limites qu'elle recouvre dans la pratique. Ce qui crée un domaine discrétionnaire fluctuant. Ce qui peut être utile au pouvoir car en cas d'excès trop visible, la faute, rarement reconnue, pourra alors retomber sur la police de terrain... mais jamais remonter jusqu'au ministre de l'Intérieur.

En matière législative, on sait que 80 % des lois françaises sont des transcriptions des directives européennes dans le droit national. Celles-ci sont essentiellement, dans le respect total des traités européens, un approfondissement de la libéralisation des services publics pour accroître la sphère marchande et les profits. Ce qui se traduit par la privatisation accélérée de tous les services publics, la suppression de tous nos conquies en termes de droits sociaux, la baisse drastique de toutes les protections sociales et de celle du prix de la force de travail. La mise en œuvre de la concurrence libre et non faussée conduit à la précarisation de l'ensemble des salariés et détruit le Code du travail. C'est l'organisation de la violence sociale poussée à son paroxysme dans la phase actuelle de l'hyper capitalisme.

Une part non négligeable des 20 % des lois restantes concerne les questions de sécurité, afin de garantir, à défaut de leur consentement, la contrainte des exploités pour que l'accumulation de profits par le capital reste possible. Ces lois et décrets renforcent les prérogatives de l'exécutif et de l'administratif, au détriment de celles du législatif et du judiciaire, pour restreindre nos libertés et nos droits et construire la figure bien utile du bouc émissaire. Pas moins de 31 lois et décrets adoptés entre 1986 et 2015, et le rythme s'est accéléré depuis. On a parfois soutenu, pour les dénoncer, que les lois à caractère sécuritaire étaient des lois de circonstance. Mais leur abondance, et le fait qu'elles suivent toutes les mêmes logiques — création de nouveaux délits, durcissement des peines, renforcement

de l'immunité des policiers et restriction des droits de la défense — indiquent qu'elles font système. Concernant l'immunité de la police par exemple, celle-ci bénéficie de conditions d'exercice de ses missions de plus en plus semblables à celles de l'armée. Notamment en matière de présomption de légitime défense alignée sur celle des militaires et en matière d'armement en « armes non létales-qui-peuvent-tuer », armes dont dispose également l'armée. Ce qui entre bien en résonance avec les propos d'un Zemmour affirmant que « oui il faut combattre l'ennemi intérieur ». Du côté de nos résistances, deux chiffres : 637 interdictions de manifester ont été prises contre des responsables syndicaux pendant les manifestations contre la loi travail, et on en a aussi vu de nombreuses également contre les « éco-terroristes » de la COP21. Et des 3 000 plaintes reçues par l'IGPN en un an, seulement 5 % ont été examinées et les deux tiers classées sans suite...

L'ÉTAT D'EXCEPTION PERMANENT

Depuis 2015, nous vivons sous état d'urgence permanent qui a pris le nom, à la faveur de la pandémie, d'état d'urgence sanitaire, prorogé jusqu'au 31 juillet 2022. Le long maintien de l'état d'urgence achève de faire disparaître « l'État de droit » créé par la bourgeoisie elle-même. Qui lui permettait d'organiser démocratiquement notre exploitation ! Se dessine alors une nouvelle forme d'État, un État policier, autoritaire. Ce n'est plus vraiment une démocratie (même bourgeoise) mais pas (pas encore ?) une dictature, c'est ce que l'avocat François Sureau, pourtant macroniste de la première heure, appelle une « *démocrature* ». La prégnance de plus en plus forte de l'extrême droite doit nous faire prendre très au sérieux la « fascisation » de la société (terme utilisé par Ludivine Bantigny et Ugo Palheta) et le risque d'une extrême droite au pouvoir.

Sous l'état d'urgence, la frénésie législative continue. Retour sur deux lois particulières, celle sur la « sécurité globale » et celle « contre le séparatisme ». Dans ce contexte particulier où le pacte social est rompu et où Macron, pur produit du capital, ne fait pas consensus, elles vont renforcer le monopole de la violence d'État policière et judiciaire et renforcer la création de boucs émissaires.

La loi « sécurité globale préservant les libertés » du 25 mai 2021, pour le dire rapidement, augmente les compétences

répressives des polices municipales, durcit les peines lorsqu'il y a agression de personne dépositaire de l'autorité publique. Elle autorise les enregistrements vidéo de personnes dans les manifestations ou aux abords de celles-ci, qui peuvent être visionnés pendant sept jours par la Direction de la police même s'il n'y a pas d'infraction. Elle amplifie sensiblement la surveillance généralisée, à coups de caméras embarquées à bord de drones et d'hélicoptères. Le Conseil constitutionnel avait retoqué quelques articles jugés contraires au respect des libertés. Un nouveau projet de loi « responsabilité pénale et sécurité intérieure » a été déposé dès le 19 juillet, c'est dire s'il y a urgence pour le pouvoir d'en finir avec la contestation sociale ! Sans surprise ce projet de loi propose à nouveau certains des articles retoqués après les avoir « toilettés ».

La loi « confortant le respect des principes de la République » du 24 août 2021, communément appelée « loi contre le séparatisme », est particulièrement destructrice. Elle a vise stigmatiser les musulmanEs, à diviser notre classe et à casser ses valeurs comme l'accueil, la solidarité, les luttes communes. Les débats avant son adoption ont duré de longs mois, exposés quotidiennement dans la presse dirigée par les trusts capitalistes, à coups d'interviews régulières de membres du gouvernement, d'élus de droite et de leaders d'extrême droite. Cette agitation nauséabonde sur le terrain de l'extrême droite a renforcé la marginalisation des femmes musulmanes, avec à nouveau des « affaires » de foulards ou de burkinis, la suspicion générale envers les musulmanEs ou supposésEs tels, la discrimination contre les jeunes dont les parents sont issus de la colonisation, bref un climat de haine, de violences, un racisme qui imprègne toute la société. Et le délit de séparatisme est ainsi entré officiellement dans la législation française, avec son poids de menaces favorisant bien souvent le déploiement de la violence « légitime ! » des policiers dans les quartiers populaires.

Un institut indépendant, Open Society Justice Institute, a conduit une enquête scientifique sur les contrôles d'identité à Paris. Il rapporte les chiffres suivants : une personne noire



a en moyenne 7,4 fois plus de risques qu'une personne blanche de se faire contrôler, une personne arabe, 16,6 fois plus de risques. Tout le monde le sait, c'est illégal, il faut un motif pour qu'un policier puisse demander son identité à une personne. La grande majorité des conflits violents entre jeunes racisés et policiers débutent lors de ces contrôles au faciès. Parfois, un jeune est tué. Depuis juin 2018, l'IGPN, dans son rapport annuel, donne les chiffres des morts liés à une intervention policière (toutes interventions confondues, pas forcément des « bavures ») : en 2020, 32 décès. Oui la police tue, même l'IGPN le dit !

NON, L'ÉTAT N'EST PAS NEUTRE TANT QU'IL EXISTE DES CLASSES SOCIALES

Il n'y a pas de limites à l'arrogance et à la dangerosité de la police d'un pouvoir au service du capital. Elle peut même commettre un acte factieux (avec son ministre) en « marchant » sur l'Assemblée nationale ou manifester en armes sur les Champs-Élysées !

D'autant plus que quasi « en même temps », des militaires signent une tribune où ils affirment être prêts à se lancer dans une guerre civile... Sans paranoïa excessive, on peut trouver une certaine cohérence entre la militarisation actuelle des policiers, le fait que 70 % d'entre eux annoncent vouloir voter à l'extrême droite aux prochaines élections et une partie de l'armée prête à

en découdre avec « l'ennemi intérieur » cher à Zemmour. Il y a donc urgence !

Il nous faut donc d'abord nous protéger de la police ! Et compter sur notre force, ne pas oublier que nous sommes « les 99% » : notre première force est dans notre nombre, notre légitimité et nos intérêts communs ! Et c'est ici que l'on peut faire remarquer que Darmanin n'a pas compris Weber, qui parle de « violence légitime » en choisissant soigneusement ses termes : la légitimité ne se décrète ni ne se proclame, elle repose sur un accord tacite, un consentement, une adhésion. Et s'il n'y a plus de consentement, il n'y a plus de légitimité...

Nous protéger de cette violence illégitime passe par l'auto-organisation de nos luttes et de leurs convergences, notre auto-protection adaptée à chaque situation, notre auto-défense pour laquelle nous devons nous former davantage, et notre solidarité politique et concrète envers toutes les victimes de violences policières, les zadistes, les antinucléaires, les habitantEs des quartiers populaires, les Gilets jaunes, les syndicalistes, les squatteurEs, les expulséEs manu militari de leurs logements, les migrantEs, les militantEs de la solidarité...

Il nous faut aussi populariser nos revendications sur le désarmement de la police, en premier lieu les forces en contact avec la population dans les quartiers populaires et nos manifestations. La Cour européenne des droits de l'homme a déjà condamné plusieurs fois la France sur l'usage d'armes de guerre dans le maintien de l'ordre et dans les

quartiers. Nous devons nous appuyer sur de telles condamnations pour faire entendre davantage nos voix ! Nous exigeons toujours la suppression de la BAC et des différents corps de police spécialisés dans la répression.

Nous réclamons, et la Défenseuse des droits aussi, ainsi que d'autres institutions ou associations (comme l'ACAT, la LDH, certains syndicats), une IGPN totalement indépendante de l'institution policière.

Au-delà de la protection de tous ceux et toutes celles avec lesquels nous faisons classe et causes communes, il est important de continuer à défendre la récupération des richesses que nous produisons pour satisfaire les besoins de tous et toutes, d'enfoncer des coins dans la propriété privée, la réquisition pour se loger ou se nourrir en sont des exemples.

Nous devons désobéir, nous préparer à résister de plus en plus nombreux et de plus en plus fortement, car ce système économique et politique ne tombera pas tout seul.

Le monopole de la violence légitime de la police est l'outil essentiel d'un État au service de la classe dominante. Le socialisme que nous voulons, parce qu'il sera l'affaire de tous ceux et toutes celles qui produisent la richesse, qu'ils se distribueront en fonction de leurs besoins, supprimera l'État et sa police devenus inutiles ! □

1) ACAT France, « Recours à la force par la police : quelles limites ? », en ligne sur <https://www.acatfrance.fr/public/recours-a-la-force-limites-4pages.pdf>



Manifestation intersyndicale contre la régression sociale. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Pour 100 balles, t'as plus rien...

PAR ELSA COLLONGES

L'augmentation des prix de l'énergie des dernières semaines entraîne un mécontentement dont les effets pourraient bien surprendre le gouvernement. C'était déjà la « taxe carbone » sur l'essence qui avait fait s'enflammer la France avec le mouvement des Gilets Jaunes il y a 3 ans.

La question des prix et notamment des produits incontournables (alimentation, carburants, énergie, eau...) est une préoccupation permanente pour tous ceux et surtout toutes celles qui ont des faibles revenus. L'aumône de 100€ accordée par Castex est tout simplement honteuse. Elle ne peut être le fait que de gens en dehors de la réalité. Face à cette indécence, nous devons poser la question des salaires et plus spécifiquement du lien entre salaires et coût de la vie. Il faut remettre au goût du jour cette idée tellement logique de l'échelle mobile des salaires.

QUAND LES SALAIRES AUGMENTAIENT PLUS VITE QUE L'INFLATION

La répartition entre salaires et profits est intrinsèquement liée au rapport de force entre la classe laborieuse et le patronat. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, alors que le patronat est affaibli par son implication dans la collaboration avec l'occupant nazi et qu'au contraire la classe ouvrière est armée grâce à son rôle dans la Résistance et organisée notamment au PCF, le rapport de force permet d'imposer des mesures de répartition du salaire direct et du salaire socialisé plus favorable au prolétariat. De plus, dans les années 50, les réorganisations du travail, les gains de productivité, le développement de la production de masse engendrent une croissance forte des richesses produites. Dans ce contexte, alors même que l'inflation est importante, l'État légifère pour imposer l'échelle mobile des salaires : l'INSEE calcule un indice basé sur les prix de plus de 200 articles et, lorsque l'inflation dépasse 5 % sur deux mois consécutifs, le salaire minimum est automatiquement réévalué. Dans cette période, le salaire moyen des ouvriers augmente beaucoup plus rapidement que l'inflation et le SMIG est donc à la traîne

et concerne de moins en moins de salariés. Il y a certes des inégalités salariales mais l'ambiance générale est au compromis dans la répartition des richesses avec pour corollaire une augmentation régulière de la consommation. À la suite des grèves de mai 1968, le salaire minimum est largement augmenté (+ 35 %) ce qui a pour effet d'augmenter significativement la proportion de salariés payés au SMIG.

Au début des années soixante-dix, le système d'indexation du salaire minimum est revu et, après les deux chocs pétroliers, l'inflation est galopante. Lors des négociations salariales, les revendications syndicales portent sur l'augmentation en sus de l'inflation mais on est au bout de la période des 30 glorieuses et du compromis de répartition des richesses issu du rapport de force à la sortie de la guerre. C'est le premier gouvernement de « gauche » de la 5^e République qui en sonne la fin avec le tournant de la rigueur en 1983 : le 1^{er} ministre annonce le blocage des prix et des salaires, c'est la fin de l'indexation des salaires sur l'inflation et ceux-ci deviennent négociés entreprise par entreprise. On entre dans une période de dégradation continue du rapport de force, du capitalisme triomphant qui verra s'accumuler les « trahisons de la gauche » qui brade les acquis sociaux de la période précédente, entraînant une diminution continue de la part des salaires dans les richesses produites au profit du patronat et la destructions progressives (non sans résistance) des mécanismes de solidarité et de répartition par cotisations (assurance maladie, chômage, retraites...).

MAINTENANT QUE LES PRIX AUGMENTENT PLUS VITE QUE LES REVENUS...

Depuis cette deuxième moitié des années quatre-vingt, on essaye de nous persuader

que, l'inflation étant très faible, les prix n'augmentent pas... Il est vrai que comparativement à la période précédente, les prix augmentent moins vite. Mais il y a un problème lié à la façon dont est évaluée l'inflation, aux produits sélectionnés et à leur part respective. Dans les années soixante-dix, la CGT avait construit son propre indicateur dans lequel notamment le loyer tenait une part plus importante. Or, depuis une vingtaine d'années, les prix des logements ont significativement augmenté et la façon dont l'INSEE le prend en compte n'est pas représentative du poids que cela pèse dans le budget des ménages. Si l'on regarde le taux d'effort qu'il représente, on mesure mieux l'impact sur le niveau de vie en particulier des personnes à plus faibles revenus, en tête desquelles les familles monoparentales, donc essentiellement des femmes¹. De même, pour les prix des carburants à la pompe qui ont largement augmenté en 20 ans².

Malgré son problème de représentativité des dépenses des ménages, l'évolution de l'inflation et sa répartition donnent des indications sur ses principaux modulateurs³. L'énergie se place nettement en première ligne. De notre point de vue, ce secteur qui représente un poste incompressible de dépenses pour les usagers (chauffage, transports, éclairage...) devrait évidemment faire l'objet d'une politique de l'État permettant d'en réguler le prix et surtout de développer des alternatives renouvelables et bon marché, c'est-à-dire justes écologiquement et socialement : hydroélectrique, éolien, transports gratuits, isolation des logements...

Depuis quelques semaines, la colère monte autant que les prix : les produits



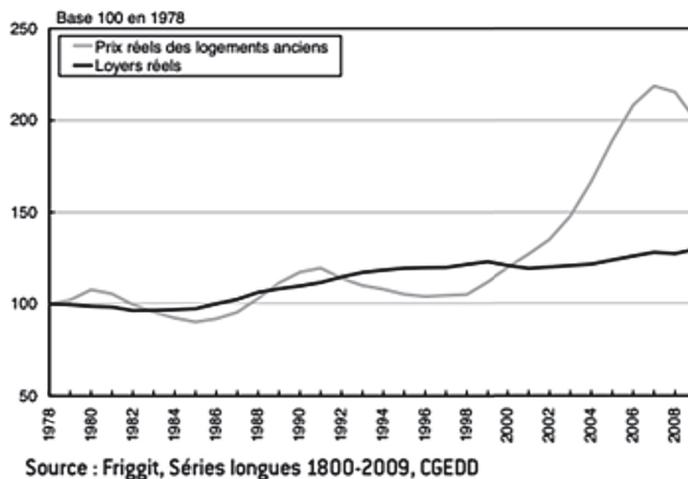
frais ont pris presque 7 % en un an, l'habillement près de 5 %, l'énergie + 12,7 % dont le gaz plus de 31 % ! La part des dépenses fixes des ménages représente plus d'un tiers de leurs revenus mais cette moyenne n'est absolument pas représentative de ce qui se passe en réalité dans la majorité de la population. Lorsque tout est déjà dépensé le 5 du mois, comment

salaires, les retraites, les aides sociales... suivent l'augmentation des prix afin de garantir le niveau de vie des gens. Mais le rapport de force est tellement dégradé que le maintien même du « pouvoir d'achat », sans parler d'une amélioration du niveau de vie des classes populaires, n'est plus à l'ordre du jour. Les salaires augmentent trop peu, le point d'indice des fonctionnaires est bloqué, les temps partiels, les horaires éclatés et la pénibi-

Des accords de performance collective (APC) sont mis en œuvre dans un certain nombre d'entreprises pour baisser les salaires et/ou augmenter le temps de travail. Cela ne se fait heureusement pas sans réaction. Dans l'usine Bergams de Grigny (91) les salariéEs sont en grève depuis le 16 septembre. En octobre 2020, 57 % des salariéEs avaient voté pour l'APC qui prévoyait l'augmentation du temps de travail de 35 à 37,5 heures puis 40 voire 42 heures avec des baisses de salaire de 100 à 1 000 euros par mois et l'annualisation des heures supplémentaires. Le chantage immonde à l'emploi a largement pesé sur le vote des salariéEs, majoritairement des femmes, parfois élevant seules leurs enfants, ne pouvant absolument pas se permettre de perdre leur emploi. Aujourd'hui l'employeur menace tout simplement de procéder à la liquidation judiciaire du site alors que l'usine appartient à Norac, 25^e groupe de l'agroalimentaire français, dont le patron fait partie des plus grandes fortunes de France. À Transdev, c'est à l'occasion d'une réorganisation de la structure de l'entreprise que les attaques sont menées contre les salaires et le temps de travail. Tous les anciens accords locaux ont été balayés et l'employeur s'aligne sur les dispositions de l'accord de branche avec l'ajout d'une prime pour les « anciens » mais qui ne compensera pas les 3 000 à 6 000 euros de perte de salaires estimée par an. À cela s'ajoute du temps de travail rémunéré à 50 % du taux horaire quand les chauffeurs ne roulent pas mais sont à l'arrêt en dehors du dépôt. On a donc là aussi une double attaque à la fois pour baisser les salaires et augmenter le temps de travail. On est clairement face à une offensive brutale du capital contre le travail qui tente de profiter de la crise pour franchir un cap dans l'exploitation des salariéEs. Les réformes mises en œuvre par le gouvernement dans les dernières années prennent tout leur sens : contournement des organisations syndicales par les référendums, possibilité d'accord d'entreprise moins bon que les accords de branche/conventions collectives/droit du travail, APC permettant d'imposer des changements concernant les éléments essentiels du contrat de travail (salaires, durée, lieu) sous peine de licenciement en cas de refus.

Il faut noter que des secteurs avaient servi de test pour les réorganisations agressives du travail que le patronat essaye aujourd'hui d'étendre : la grande distribution et les aides à domiciles, entre

Évolution du prix réel des logements anciens et des loyers



serait-il possible d'envisager encaisser de telles hausses ? Face à cette réalité, les annonces du gouvernement sont indécentes. Elles ne peuvent être faites que par des gens qui vivent en dehors de toute réalité, qui ne font jamais le plein eux-mêmes du réservoir de leur voiture ! Qu'est-ce qu'on peut acheter aujourd'hui avec 100 € sous forme de prime pour l'année ? à peine deux pleins... Pendant ce temps le SMIC a augmenté de 2,2 % : c'est sans commune mesure avec l'augmentation des dépenses inévitables. Le ressenti des classes populaires n'est pas décalé de la réalité contrairement à ce que prétendent certains économistes. Il n'est pas simplement lié à la hausse numérique du prix de la baguette mais à un ensemble de facteurs : augmentation du chômage et de la précarité avec les baisses de revenus qui y sont liées, élimination déjà faite de toutes les dépenses « non obligatoires » comme la santé, les loisirs, la culture, les vacances... La moindre augmentation devient alors impossible à supporter.

QUAND LE PATRONAT EST À L'OFFENSIVE CONTRE LES SALAIRES

Ce qui serait « normal », c'est que les

lité des conditions de travail interdisent les temps complets continus... Tout cela conduit à un appauvrissement de l'ensemble des classes populaires et en particulier de sa part la plus précaire.

Depuis des années, le salariat, confronté à l'offensive patronale tous azimuts contre ses acquis, n'a pas mené de batailles offensives sur les salaires. Alors, lorsque la taxe carbone est mise en place par le gouvernement à l'automne 2018, c'est en dehors des cadres traditionnels que ça explose ! Pendant presque un an les Gilets jaunes, mobiliséEs essentiellement sur cette question du pouvoir d'achat, ont tenu ronds-points et manifestations tous les samedis. D'ailleurs certains ronds-points ont repris de l'activité ces derniers temps dans la foulée des annonces d'augmentation des prix de l'énergie. Tenter d'éviter une flambée de mobilisations de ce type ou encore, pire pour le gouvernement, sur les salaires, est probablement son principal objectif avec sa prime indécrite de 100 €.

En parallèle, dans le contexte de la crise sanitaire, le patronat n'hésite pas à saisir toutes les opportunités pour maintenir ses profits en pesant sur les salaires.

autres, secteurs très féminisés, connaissent depuis longtemps les grandes amplitudes horaires avec des coupures en pleine journée, le travail le week-end, les temps partiels, les salaires minables... Sans réaction du monde du travail, c'est ce modèle que le patronat cherche à généraliser aujourd'hui en y ajoutant d'autres éléments de dislocation des collectifs de travail accélérés par la crise sanitaire comme le télétravail.

METTRE L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES ET DU TEMPS DE TRAVAIL À L'ORDRE DU JOUR DE NOS MOBILISATIONS !

Dans la situation actuelle, il faudrait imposer des mesures d'urgence contre la misère : augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, la fin au chômage de masse ! Aujourd'hui pour vivre correctement, il faut au moins 2 000 € par mois. C'est le montant minimum nécessaire pour tous les revenus. En parallèle, les salaires doivent être augmentés pour rattraper la perte de niveau de vie des dernières années et permettre à touTEs d'accéder aux loisirs, à la culture, de se soigner selon ses besoins. Et afin que la bourgeoisie n'utilise pas l'inflation pour diminuer la part réelle des salaires, ceux-ci doivent être indexés sur les prix. Il faut en finir avec la négociation boîte par boîte dans le privé et avec le gel du point d'indice dans le public.

Par ailleurs, pendant que certainEs se tuent à la tâche, plusieurs millions de personnes cherchent du travail ! Cette situation absurde ne peut plus durer : le travail doit être partagé entre touTEs ! La réduction du temps de travail est une mesure à la fois sociale, démocratique (elle permet de consacrer du temps à la vie sociale et politique), féministe (elle permet une meilleure répartition des tâches ménagère entre les hommes et les femmes), écologique (elle pose la question des productions utiles, des déplacements...). Ces revendications sur les salaires et le partage du travail, c'est déjà ce que proposait Trotsky en 1938 dans le Programme de transition : « deux maux économiques fondamentaux dans lesquels se résume l'absurdité croissante du système capitaliste, à savoir le chômage et la cherté de la vie, exigent des mots d'ordre et des méthodes de lutte généralisés. [...] Contre la cherté de la vie, qui, au fur et à mesure que la guerre se



France, Grigny, 6 octobre 2021. Philippe Poutou rencontre les grévistes de Bergams à leur piquet. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

rapprochera, prendra un caractère de plus en plus débridé, on ne peut lutter qu'avec le mot d'ordre de l'échelle mobile des salaires. Les contrats collectifs doivent assurer l'augmentation automatique des salaires, corrélativement à la montée des prix des articles de consommation. [...] Contre le chômage, tant "structurel" que "conjoncturel", il est temps de lancer, en même temps que le mot d'ordre des travaux publics, celui de l'échelle mobile des heures de travail. [...] Le travail disponible doit être réparti entre tous les ouvriers existants, et cette répartition déterminer la longueur de la semaine de travail. Le salaire moyen de chaque ouvrier reste le même qu'avec l'ancienne semaine de travail ! [...] La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. »

À la question : « ces hausses de salaires sont-elles possibles aujourd'hui ? » la réponse est sans conteste oui. Le taux de marge des sociétés non financières a atteint son niveau record depuis 1949 à 35,9 %. Les dividendes versés devraient atteindre 50 milliards d'euros soit 10 milliards de plus qu'en 2019. Quant aux patrons du CAC 40, ils touchent en moyenne 5,3 millions d'euros par an... De la richesse produite il y en a, c'est sa répartition qu'il faut changer. Pour cela l'État pourrait disposer de différents leviers : coup de pouce au SMIC, législation sur les salaires minimums, conditionnement des aides à l'embauche et à la revalorisation des

salaires... On voit bien que les choix du gouvernement sont tout à l'inverse, celui-ci servant avec une grande diligence les intérêts du patronat.

Pourtant la pénurie actuelle de main-d'œuvre dans l'hôtellerie-restauration montre que ces tendances ne sont pas inéluctables puisque, pour réussir à recruter, l'organisation patronale de ce secteur est prête à revaloriser les salaires de 6 à 9 %. Aux États-Unis, un mouvement de démission massif vient aussi peser favorablement sur les salaires même si cela reste faible. La distribution des richesses produites est directement le reflet du rapport de force entre la classe des travailleurs et celle des patrons. Renverser ce rapport de force dans un sens favorable pour nous n'est pas chose aisée en particulier dans le contexte actuel. Mais l'expérience des Gilets Jaunes ou les grèves victorieuses dans des secteurs déjà très précarisés comme celui du ménage que ce soit à l'hôtel Ibis de Batignolles⁴ ou à Jussieu⁵ montrent que les choses peuvent parfois aller très très vite, surtout quand le prolétariat est acculé dans ses retranchements... À nous de reconstruire le rapport de force nécessaire ! □

1) http://archives.strategie.gouv.fr/cas/system/files/2011-04-29-prixdulogement-na221_0.pdf

2) https://www.ecologie.gouv.fr/prix-des-produits-petroliers#scroll-nav__5

3) <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5431506?sommaire=5431514>

4) <https://lanticapitaliste.org/videos/femmes-de-chambre-de-libis-batignolles-une-belle-victoire>

5) <https://lanticapitaliste.org/actualite/education/victoire-des-grevistes-de-jussieu-analyse-dun-mouvement-dynamique>

« Insurgeons-nous » : GKN, un conflit exemplaire

PAR ELIANA COMO

En mars 2020, en raison de la crise sanitaire, le gouvernement italien a décrété le gel des licenciements, c'est-à-dire l'interdiction pour les entreprises de licencier en cas de crise et de restructuration. Cette mesure a contribué au maintien des emplois dans les secteurs les mieux protégés, mais elle n'a malheureusement pas empêché le véritable saccage que constitue la perte d'environ un million de postes de travail, presque tous concernant des femmes sous contrat précaire.

Ce gel, progressivement prolongé, n'a été levé que le 30 juin 2021. À partir de ce moment-là, les entreprises ont été « enfin » libres de licencier, sans que, de son côté, les syndicats n'aient obtenu ni la réforme des filets de protection sociale, ni l'abaissement de l'âge de départ à la retraite, ni la réduction du temps de travail. La période du gel des licenciements s'est conclue par un accord syndical problématique : les représentants syndicaux se sont limités à quémander 13 semaines de chômage technique préalables en cas de licenciement, sans aucune obligation pour les entreprises. Quelques jours après, comme on pouvait le prévoir, les licenciements collectifs ont commencé. Le 9 juillet, les travailleurs de GKN ont reçu, par email, l'annonce de la fermeture totale de l'usine.

GKN est une usine de 422 travailleurs – environ 500 si l'on ajoute les entreprises en sous-traitance pour la cantine et l'entretien – en grande majorité des hommes. GKN produit les arbres de transmission pour le secteur automobile, essentiellement pour Stellantis (ex Fiat et FCA¹). L'usine est située dans la province de Florence et elle a été achetée il y a quelques années par un fonds d'investissement anglais, Melrose. Ce n'est pas une entreprise en crise,

au contraire, elle est à l'avant-garde, elle produit aussi des arbres de transmission pour Ferrari, d'un très haut niveau technologique et qualitatif, ce qui explique que jusqu'au dernier moment, juste avant l'annonce de la fermeture, l'entreprise ait continué à investir, y compris avec les aides publiques allouées chaque année par les différents gouvernements.

L'UNIQUE RAISON DE LA FERMETURE, C'EST LE DÉPLACEMENT DE LA PRODUCTION POUR ALLER SPÉCULER AILLEURS

Une histoire parmi tant d'autres, mais qui, cette fois, a provoqué une explosion sociale : elle est devenue le conflit syndical le plus important du pays et le signal d'un réveil salutaire du monde du travail tout entier, endormi par des décennies de défaites, de résignations, et de modération syndicale.

L'histoire syndicale de GKN, dont les travailleurs sont en très grande partie inscrits à la FIOM² et historiquement liés au courant interne le plus combatif de la CGIL³ (Riconquistiamo tutto⁴), a toujours été un exemple de radicalité. Cela s'explique par des années d'accords d'entreprise avantageux, par une grande cohérence politique et surtout par une construction méthodique des rapports de

forces, à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine. Pendant des années, les GKN ont obtenu de meilleures conditions de travail, en regagnant dans l'usine beaucoup de ce qu'au niveau national les syndicats avaient cédé (comme le maintien de l'article 18 contre les licenciements individuels) et en réussissant aussi à s'opposer aux éléments les plus détestables de la convention nationale de la métallurgie de 2016 (flexibilité et heures supplémentaires, variabilité des primes, paiement des congés de maladie...).

UN MOUVEMENT DE MASSE

Quand, le 9 juillet, l'entreprise a annoncé sa fermeture, les ouvriers ont occupé l'usine. Dès le début, c'est le Collectif d'usine qui a dirigé la lutte ; ce collectif existe depuis des années chez GKN et il est composé des délégués d'usine (reconnus par les accords syndicaux nationaux) et d'un groupe de travailleurs élus, représentant les différents secteurs de production, en lien direct avec les ouvriers.

L'usine a tout de suite été entourée et portée à bout de bras, pour ainsi dire, par la solidarité de toute la région et au-delà. Un comité local de soutien s'est constitué, composé principalement d'autres travailleurs et de militants solidaires. Très vite

aussi, s'est créée la coordination des femmes, surtout les épouses, les compagnes et les travailleuses des entreprises sous-traitantes, qui joue un rôle indispensable au développement et à la défense de cette lutte. Le maire de la commune où se trouve l'usine l'a soutenue dès le début, prenant immédiatement un arrêté municipal qui empêche les camions de s'approcher de l'usine pour essayer de la vider. La FIOM et le Collectif d'usine ont élargi le front du conflit au domaine juridique en dénonçant le comportement antisyndical de l'entreprise. Le 19 juillet, la CGIL de Florence a appelé à la grève générale territoriale (appel rejoint par les autres syndicats) et a rempli l'une des places centrales de la ville. Le samedi suivant, le 24 juillet, le Collectif d'usine a appelé à une manifestation et l'usine a été entourée, physiquement cette fois, par une énorme marée humaine composée en grande partie de travailleurs solidaires, dont certains étaient venus de loin. Le Collectif d'usine est de nouveau descendu dans la rue, avec l'ANPI (Association nationale des Partisans italiens), le 11 août, le jour de la commémoration de la Résistance partisane de Florence⁵, manifestation qui a de nouveau rempli la ville, bien que l'on soit en plein été. Parallèlement, cette lutte a rempli les pages des quotidiens et a reçu le soutien du monde universitaire, de celui de la culture et du spectacle. Personne, dans le pays, ne peut ignorer sa détermination ni sa capacité à construire un très large accord sur des mots d'ordre très radicaux mais loin d'être minoritaires. Les institutions régionales et nationales ont été obligées d'apporter leur solidarité aux ouvriers, en faisant des promesses qu'elles ne pourront pas tenir, elles le savent, si l'on ne change pas les lois qu'elles ont approuvées pendant des années.

Pour essayer de se couvrir, le gouvernement, au milieu de l'été, a commencé à évoquer une proposition de loi anti-délocalisation sur le modèle français, sans préciser si, de l'autre côté des Alpes, elle avait vraiment été efficace. Le texte proposé est vraiment très limité et, plutôt que d'empêcher les délocalisations, il se contente de fixer la procédure que doivent suivre les entreprises qui délocalisent, sans

évoquer d'éventuelles sanctions. En résumé : des délais un peu plus longs pour l'annonce des licenciements et des engagements génériques pour trouver d'autres emplois aux travailleurs concernés et financer leur licenciement. Exactement ce que les travailleurs de GNK – justement – ne veulent pas.

Bien que cette proposition soit très limitée, Bonomi, le chef du patronat italien, a tout de suite crié au scandale : « on remet en cause la libre entreprise ». Mais les directions syndicales confédérales n'ont pas été aussi combatives : au lieu de demander un texte plus incisif et de lancer une grande mobilisation dans le pays contre les délocalisations et les crises d'entreprises, surtout dans le secteur automobile et les industries connexes, qui risquent de plus en plus d'être fragilisés par les choix industriels et professionnels de Stelalandis, elles sont restées quasiment silencieuses.

Seuls dans la lutte, les travailleurs du Collectif de GNK, fin août, ont invité, devant les grilles de l'usine occupée, les plus grands juristes démocrates du pays et leur ont demandé de réécrire une proposition de loi, présentée au Parlement il y a quelques semaines, qui puisse vraiment empêcher les délocalisations des entreprises qui ne sont pas en crise et qui, jusqu'au dernier moment, ont reçu de l'argent de l'État.

Le 18 septembre, peu de jours avant la fin de la procédure qui devait déboucher sur des lettres de licenciement (la loi italienne, en cas de licenciement collectif, prévoit une procédure spéciale de 75 jours, pendant laquelle l'entreprise et le syndicat doivent essayer de trouver un accord avant que les licenciements ne deviennent définitifs), le Collectif d'usine a appelé à une manifestation nationale à Florence, préparée dans d'autres villes (Rome, Naples, Turin, Milan, Bergame et bien d'autres), par une série d'assemblées animées par des délégués de GKN, puis aussi par la CGIL et la FIOM.

40 000 PERSONNES VENUES DE TOUTE L'ITALIE ONT ENVAHI FLORENCE

Cette manifestation a été l'une des plus radicales et des plus réussies de ces dernières années. Pour la première fois depuis des décennies,

le monde du travail s'est retrouvé dans la rue au-delà de toutes les divisions politiques et syndicales, avec un unique mot d'ordre lancé par le Collectif d'usine, emprunté à la résistance antifasciste de Florence pendant la guerre : #insurgeons-nous.

Deux jours plus tard, le Tribunal a statué sur la plainte de de la FIOM pour comportement antisindical, donnant tort à la direction de l'entreprise et bloquant les 75 jours prévus par la procédure de licenciement. L'entreprise qui, à l'annonce de la sentence, en une seule journée, a perdu 4 % en bourse, doit lancer une nouvelle procédure et attendre au moins 75 jours de plus avant de pouvoir licencier de nouveau, cette fois en informant correctement le syndicat. Même si cela ne suffira pas à empêcher la fermeture de l'établissement, c'est une première victoire, qui s'explique par un niveau de mobilisation extraordinaire. Dans d'autres conflits, où il a été insuffisant, le juge a malheureusement pris une décision contraire en confirmant les licenciements et en rejetant l'accusation de comportement antisindical.

Pour GKN, un mois après la sentence du tribunal, la procédure de licenciement collectif n'a pas encore été relancée. Au ministère, la direction de l'entreprise a déclaré qu'elle envisageait l'implantation d'un nouveau site productif. Cela ne signifie pas qu'elle renonce à abandonner l'usine qui, de toute façon, sera mise en liquidation, mais, pour la première fois, elle s'est déclarée prête à trouver un nouveau propriétaire. Mais ce qu'elle est exactement disposée à vendre n'est pas très clair : le bâtiment, le terrain, les machines, les commandes ? Ou, plus vraisemblablement, les décombres ?

Le risque, c'est que ce soit un expédient pour gagner du temps et affaiblir la lutte. Cela arrangerait la Confindustria⁶ de pouvoir dire que les licenciements de GKN, en fait, n'ont été bloqués que parce qu'« on ne peut pas licencier par mail ». Cela serait la fin de la lutte la plus importante du pays, réduisant au silence les autres conflits et surtout la bataille en faveur de la loi anti-délocalisations.



S'APPUYER SUR CETTE PREMIÈRE VICTOIRE

C'est pourquoi les travailleurs restent sur la défensive et ont déclaré avec une grande lucidité qu'ils n'entendaient pas se démobiliser: ils ne se sont pas laissé tromper par la vague promesse d'un hypothétique nouveau propriétaire (des dizaines d'autres luttes ont fini ces dernières années par une fermeture de l'entreprise après une promesse de ce genre) et veulent au contraire que le gouvernement joue un rôle décisif pour assurer la continuité de la production de l'usine et approuver la loi qu'ils ont proposée.

Il est plus que jamais nécessaire que les syndicats, en particulier la FIOM et la CGIL, appellent à une mobilisation nationale, allant jusqu'à la grève générale contre les licenciements, mais aussi pour l'abaissement de l'âge de départ à la retraite (qui au contraire augmentera de nouveau en janvier 2022) et pour la sécurité au travail (en Italie, le nombre de morts sur les lieux de travail est toujours plus préoccupant). C'est d'autant plus nécessaire qu'il faut répondre aux attaques scandaleuses que la CGIL a subies ces jours derniers de la part des fascistes, mais

répondre aussi aux besoins immédiats des travailleurs et des travailleuses, en occupant le terrain d'une crise sociale qui, sinon, finira par être complètement colonisé par la droite et par les positions délirantes des No Vax. Malheureusement, on n'en est pas là et les syndicats se contentent de proposer un pacte social (par ailleurs improbable) entre les entreprises et le gouvernement et brillent par leur immobilisme.

Le conflit GKN, complètement contre-tendance, est exemplaire pour de nombreuses raisons, et avant tout pour l'autonomie de sa direction syndicale et le rôle de son Collectif d'usine, en relation directe et quotidienne avec l'assemblée des travailleurs. L'issue positive de ce conflit n'est pas garantie, nous en sommes conscients, mais la force, même symbolique, qu'il a acquise est telle que le normaliser ou le marginaliser ne sera facile pour personne.

Cette lutte est exemplaire aussi parce qu'elle a démontré que les ouvriers ne se résignent pas à leur sort, malgré des décennies de défaites et de régressions, explicables aussi par la modération de choix syndicaux inefficaces, fondés uniquement sur la concertation. Devant les portes de GKN, le stéréotype de l'ouvrier vaincu

avant même d'avoir commencé la lutte, a fait long feu. La force morale et sociale de ce conflit est telle, qu'elle ne peut que donner de l'espoir et mettre dans l'action beaucoup de ceux qui n'y croyaient plus.

Enfin, ce conflit est exemplaire parce qu'il a démontré qu'une lutte radicale – et très radicale même – n'est pas nécessairement minoritaire et qu'elle peut même être massive, si ceux qui la dirigent ont l'intelligence de ne pas rester isolés et de construire un consensus sans sectarisme.

Être radical, cela signifie prendre les choses à la racine. C'est ce que cette lutte a le mérite de faire.

La lutte continue. □

Traduction de Bernard Chamayou.

1) Stellantis est un groupe automobile multinational fondé le 16 janvier 2021 résultant de la fusion du groupe PSA et de Fiat Chrysler Automobiles.

2) Fédération des employés et des ouvriers de la métallurgie.

3) L'équivalent de la CGT.

4) « Reconquérons tout ».

5) Le 11 août 2021, jour où Florence a célébré le 77^e anniversaire de la Libération du nazisme-fascisme, les ouvriers de GKN et l'Association régionale des Partisans ont manifesté ensemble sur la place centrale de la ville. Le cri de guerre des partisans était: « Insorgiamo ; insurgeons-nous ! », cf. le titre de cet article. Note du traducteur.

6) L'équivalent italien du MEDEF.



De l'« islamo-gauchisme » à l'« anti-woke » : Blanquer « l'américain »

PAR THIERRY LABICA

« I look at this and say, 'Hey, this is how we are going to win.' »
Steve Bannon, ancien conseiller de Donald Trump

Après la séquence « islamo-gauchiste » universitaire (qui « gangrène toute la société française »), prend forme depuis juin dernier celle du « wokisme » et de sa « cancel culture ». Selon le ministre Jean-Michel Blanquer et les experts qui l'inspirent, ces termes recouvreraient désormais l'ensemble des manifestations de l'intolérance extrémiste maintenant présumées inhérentes à toute discussion critique et contestation des formes de discrimination et d'exclusion couramment à l'œuvre dans la reproduction sociale. « Néoféministe », « décolonial », « antiraciste », « intersectionnel », le « wokisme » annulateur est donc un affront à la liberté d'expression, à l'unité républicaine et à la laïcité dans leur dernière version ministérielle.

BLANQUER ET SON MODÈLE SUPRÉMACISTE NORD-AMÉRICAIN

Avec ses épisodes, se profilent en France un affrontement et une agression déjà bien familiers outre-Manche et outre-Atlantique. Ils ont pour cible toute forme de pensée critique, qu'on la nomme « *political correctness* », « *cultural marxism* », « *the democrats* », « *corbynism* », « *cancel culture* », ou plus génériquement « *wokism* ». Les diverses nuances de droite françaises ont d'ailleurs pu s'en faire une idée grâce à la récente traduction du livre de Douglas Murray (intellectuel d'extrême droite islamophobe et grand-remplaciste à succès), *La grande déraison : race, genre, identité* (L'Artilleur, oct. 2020).

Dans le contexte nord-américain, un exemple récent est devenu emblématique d'une tendance plus générale.

Fin juin 2021 (dans une étonnante coïncidence de calendrier avec l'échange à l'assemblée entre Blanquer et Aubert), le gouverneur républicain de Floride, Ron de Santis, annonçait une série de dispositions contre l'enseignement de la théorie critique de la race (*critical race theory*) dans les écoles de son État. Ce champ d'études des interactions entre « race » et statut social, du racisme systémique dans la société américaine, « *apprend aux gosses à hair notre pays* ».

Mais de Santis est allé bien plus loin : désormais, dans l'État de Floride, les convictions politiques des étudiants et des personnels des universités publiques feront l'objet d'un contrôle ; dans le primaire et le secondaire, tous les enfants devront se voir proposer des modèles de patriotisme (*portraits in patriotism*) afin de leur permettre de comprendre la différence entre l'Amérique et les régimes communistes et totalitaires. « *On ne veut pas d'une histoire falsifiée* », a déclaré de Santis¹.

Les établissements qui ne se conformeraient pas à ces injonctions censées garantir « la diversité intellectuelle » et empêcher « l'endoctrinement » de la jeunesse, verront leurs financements remis en cause.

L'initiative du gouverneur de Floride a contribué à expliciter et rendre plus visible une contre-offensive législative plus vaste. Selon une enquête de NBC parue à la mi-juin², des élus républicains avaient proposé ce type de législation dans vingt-deux États et cinq l'avaient déjà adoptée. Toutes ne font pas explicitement référence à la *critical race theory*, mais, observent les journalistes, toutes utilisent le même langage

et argumentaire : aborder les questions du racisme à l'école, de son ancienneté historique et de son caractère systémique dans la société américaine, serait par nature « raciste », facteur de division, viserait à « mettre les enfants mal à l'aise ». À Rhode Island, un projet de loi entend interdire que l'on puisse enseigner que « *les États-Unis d'Amérique sont fondamentalement racistes et sexistes* ».

Sans surprise, cette bataille (dont les protagonistes ont été galvanisés par la présidence de D. Trump) concerne aussi l'utilisation dans les salles de classe du « 1619 Project » lancé par le *New York Times* et récompensé d'un prix Pulitzer. Ce « projet » visait à faire comprendre, à l'école, la centralité historique du fait esclavagiste dans la construction de la nation américaine dès son origine, ce, bien sûr, dans le souci de promouvoir la compréhension du présent à la lumière du passé.

Nos ministres font entendre note pour note, nuance pour nuance, la musique du conservatisme identitaire et raciste de facture suprémaciste nord-américaine ; Christopher Rufo, du Manhattan Institute, et figure de proue de toute cette mouvance, s'est dit déterminé à « *rendre "toxique" la théorie critique de la race dans l'imaginaire public* » ; « *nous avons vidé le terme de son sens [decoded] et allons le recoder pour lui annexer l'ensemble des constructions culturelles rejetées par les Américains* ».

En d'autres termes, l'activisme



suprémaciste nord-américain pour le reblanchissage de la nation montre la voie à nos propres réactionnaires. L'étape politique supérieure est enfin en vue après des années de ressentiment néo-conservateur contre la « repentance » et ses corrosions « décoloniales » du glorieux roman national. Cette bataille néo-conservatrice nord-américaine est inséparable et dans une certaine mesure se confond désormais à une autre : l'accusation d'antisémitisme qui accable toute critique d'Israël. Le sujet est bien trop vaste pour recevoir ici l'attention qu'il mérite³. Un développement particulièrement significatif doit cependant être signalé à titre d'exemple. En réponse à la rupture de consensus de plus en plus profonde, notamment dans la jeunesse juive américaine, sur la question israélo-palestinienne, depuis 2015 nombre d'administrations d'États ont adopté lois, résolutions et *executive orders* visant à décourager le boycott d'Israël, qu'il soit à l'initiative d'entreprises ou d'individus. Le Congrès américain envisage lui aussi une législation anti-boycott, après le Sénat qui a adopté des dispositions dans ce sens en 2019. Fin avril 2021, 35 États s'étaient d'ores et déjà engagés dans cette voie⁴. Le cas de Bahia Amawi a acquis une certaine notoriété lorsque que, en décembre 2018, cette spécialiste des troubles du langage chez l'enfant, intervenante en milieu scolaire au Texas, a refusé de signer une proposition de renouvellement de contrat maintenant assortie d'un serment de ne pas participer à des actions de boycott de l'État d'Israël. Bahia Amawi a perdu son emploi en conséquence. On assiste à une seule et même réaction à la convergence des dernières années entre antiracisme et solidarité palestinienne, entre BLM et BDS et l'audience globale acquise par ces deux campagnes. BLM (*Black lives matter*) a désormais américanisé la question palestinienne, miroir de l'oppression et de la discrimination systémique : le meurtre policier de George Floyd, le 25 mai 2020, et celui d'Eyad Al-Hallaq, abattu par la police israélienne cinq jours plus tard, le 30 mai (un autiste âgé de 32 ans alors en chemin vers son école accueillant des étudiants aux besoins spécifiques) auront scellé cette solidarité de

la manière la plus tragique. « *If you are black, this is your fight⁵ !* »

« CANCELLING » ET GUERRE D'USURE EN VERSION BRITANNIQUE.

On observe des tendances largement comparables dans le contexte britannique où l'ensemble du secteur éducatif et culturel est placé dans le viseur. En septembre 2020, le ministère de l'Éducation adressait de nouvelles directives concernant les ressources pédagogiques utilisées à l'école. Les « positions extrêmes » ne devraient en aucun cas être promues, et parmi elles en particulier « *tout souhait publiquement affiché d'abolir la démocratie, le capitalisme, et les élections libres et équitables* ». La critique du « capitalisme », sobrement glissée entre le rejet de la « la démocratie » et des « élections libres » était dès lors jugée du même ordre que l'atteinte à la liberté d'expression ou de l'antisémitisme. L'incrédulité fut grande à la perspective de la purge demandée – bibliothèques, manuels, cours d'histoire, de sciences politiques..., après bientôt deux siècles de critique incessante du capitalisme.

Pour l'université, en février 2021, le ministre de l'éducation, Gavin Williamson, a estimé que la liberté d'expression était menacée du fait de l'intolérance et de la « *cancel culture* » de milieux étudiants militants et d'universitaires politisés. Là encore, le parallèle et la coïncidence sont remarquables avec les dénonciations et projets d'enquête de F. Vidal sur les obstructions « islamogauchistes » faites à la liberté de la recherche. Le ministère britannique créa un poste de « défenseur de la liberté d'expression » chargé d'enquêter sur de possibles entraves à cette liberté dans le cadre universitaire. Le respect des nouvelles protections de la liberté d'expression conditionnait maintenant l'obtention d'argent public et en outre, le « défenseur » pouvait désormais infliger des sanctions financières en cas de leur non-respect.

En attendant, dans l'ensemble du secteur éducatif, c'est le programme de lutte antiterroriste « Prevent », lancé en 2011, qui continue ses ravages. Le site *preventwatch.org* en tient la chronique patiente et minutieuse. À Leicester ou à Wolverhampton, en 2020, des dissertations d'étudiants ont fait l'objet de signalements avant d'être soumises à l'appréciation de la police, ou d'aboutir à l'interrogatoire de leur auteur⁷. L'université de Reading a

montré son zèle en signalant au programme Prevent un écrit d'un de ses enseignants, universitaire de gauche réputé. Le texte en question traitait de la dimension éthique du concept de révolution socialiste⁸.

On note encore qu'en Grande-Bretagne aussi, la critique d'Israël transformée en manifestation d'antisémitisme est une arme favorite dans l'arsenal de la « *cancel culture* » du pouvoir dans le contexte universitaire. À la falsification grossière sur la liberté d'expression en danger, Williamson a cru bon d'ajouter, en janvier-février 2021, une tentative d'imposer aux universités la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste (IHRA). Un grand nombre d'universitaires britanniques et israéliens⁹ se sont dressés contre cette « définition » si insatisfaisante et, en vérité, si dangereuse (pour la liberté d'expression, précisément) que son rédacteur initial, Kenneth Stern, l'avait lui-même depuis longtemps répudiée.

RÉDUIRE LES LIBERTÉS PUBLIQUES ET IMMUNISER LA POLICE ET L'ARMÉE

On ne rapporte là que quelques exemples permettant de situer un peu mieux dans la période l'action et le propos du ministre de l'Éducation nationale en France, et qui mériteraient encore le rapprochement avec les attaques du Premier ministre hongrois, V. Orban, contre les universités de son pays et en particulier contre les études de genre¹⁰. Mais plus généralement, il ne fait guère de doute qu'au nom de la menace d'une « *cancel culture* » vérifiée nulle part, et en aucun « aux manettes » où que ce soit dans l'université, l'entretien de ce fantasme promet à celles et ceux qui l'agissent de disposer de toute la latitude nécessaire pour pratiquer précisément ce qu'ils et elles prétendent dénoncer.

Ces gesticulations et larmoiements victimaires face aux brimades imaginaires de la « *cancel culture* » accompagnent la destruction ininterrompue des libertés académiques, des conditions matérielles les plus élémentaires de la recherche, l'insécurité professionnelle programmée et l'injonction au conformisme la plus stricte pour des milliers de jeunes chercheuses et chercheurs. Elles interviennent dans un écrin de réformes toujours plus policières. Au

moment où, en France, le projet de loi dit de « sécurité globale » suscitait une importante contestation sociale, les Britanniques descendaient en masse dans les rues contre les gigantesques attaques sur les libertés publiques contenues dans le « Police, Crime, Sentencing and Courts Bill », dirigé contre le droit de manifester, accroissant les pouvoirs d'arrestation et de fouille, et visant un peu plus Roms et gens du voyage. Sans oublier le « Spycop Bill » (loi des « flics-espions ») adopté en troisième lecture à la mi-octobre 2020, qui garantissait l'immunité des agents du renseignement intérieur contre les organisations subversives (écologistes, antiracistes...), même en cas de viols ou de meurtres pour les besoins du service ; sans oublier l'« Overseas Operations Bill », adopté trois semaines plus tôt en septembre, et qui soustrait les militaires britanniques aux éventuelles poursuites pour crimes de guerre au cours des expéditions dans d'autres pays. Bref, serrage de vis pour le secteur éducatif où *penser* est présumé dangereux, et carte blanche pour la police et l'armée.

BDS, BLM, METOO, XR, ... ET LA GRANDE PEUR DE DROITE APRÈS 2008

La panique morale anti « woke » a ses vertus de diversion, bien entendu : Blanquer a tant à faire oublier, entre le saccage du lycée, de la formation des maîtres et des disciplines, et la manipulation et la corruption de fausses organisations lycéennes, par exemple. Mais comme on le voit, un tour d'horizon même rapide rappelle à quel point le ministre n'est en vérité que le franchisé provincial d'une entreprise conjoncturelle plus vaste de *réaction* contre-offensive. Les attaques contre le « décolonial », le « néo-féminisme » et l'« islamo-gauchisme », les accusations d'antisémitisme, et maintenant la panique organisée face au « wokisme » et à la « *cancel culture* », forment autant de réponses, quasiment point par point, à une série de mouvements sociaux et de campagnes surgis au cours des dernières années avec une vigueur particulière : l'audience globale de la campagne BDS et la visibilité inédite d'une Ahd Tamimi ou des jumeaux Muna et Mohammed El-Kurd, du mouvement Black Lives Matter (jusque dans les stades de foot de l'Euro 2021) après l'assassinat de George Floyd, de MeToo après les révélations sur le

producteur H. Weinstein, l'écho rencontré dans la jeunesse par Extinction Rebellion, forment un vaste creuset de politisation à échelle de masse, de la jeunesse notamment.

Cet arc militant apparaît en outre dans le moment d'une déroute générale du triomphalisme capitaliste de la fin du 20^e siècle et du renouveau impérialiste et militariste, les uns et les autres atteints en profondeur par la crise de 2008, la succession de révélations sur l'évasion fiscale, les échecs sanglants

sont bien sûr pas nouvelles et se fondent sur le racisme patriarcal qui est au fondement du capitalisme mondial et qui depuis des décennies, exploite, exproprie et détruit des vies ».

Au regard de l'avance prise par les législateurs républicains dans un certain nombre d'États des États-Unis, on se fait une idée des ambitions que le ministre de l'Éducation nationale peut s'estimer en droit de nourrir, et des possibilités ouvertes à lui en matière de menace, de contrôle et de censure,



Jean-Michel Blanquer, image du ministère de l'Éducation nationale.

et humiliations des guerres d'Irak et d'Afghanistan, les signaux de plus en plus alarmants de la crise climatique et de l'exacerbation des injustices et de l'inégalité en temps de Covid-19. En guise de réponse et en l'absence de toute perspective crédible d'une quelconque forme de progrès social-environnemental, restent donc aux inconditionnels de l'ordre existant les divers registres de la fuite en avant au gré d'une série de mesures d'urgence et d'endurcissements rhétoriques, politiques, législatifs et policiers.

Le monde des de Santis, Blanquer, et des tories post-Brexit au pouvoir (baignés qu'ils sont de nostalgie impériale), ses « valeurs », son « universalisme » défiguré, est donc menacé de toute part ; un monde dans lequel même la très respectable organisation caritative Oxfam, dès les premières pages de son rapport de 2021 (« *The inequality virus* »), se trouve d'emblée à dénoncer « ces inégalités et ces injustices [qui] ne

ou disons, de « *cancel culture* » effective, officielle ; celle qui marche. □

1) Cité dans Vanity Fair, <https://www.vanityfair.com/news/2021/06/ron-desantis-goes-after-free-thought-at-colleges-with-an-eye-to-2024>

2) <https://www.nbcnews.com/news/nbcblk/map-see-which-states-have-passed-critical-race-theory-bills-n1271215>

3) On laisse donc de côté la version allemande de la question, et son impressionnante chronologie de rétorsions au titre d'une lutte contre l'antisémitisme dont les termes sont indistincts de ceux du nationalisme grand-israélien.

4) Pour le détail des États et des législations, cf : <https://www.jewishvirtuallibrary.org/anti-bds-legislation>

5) Andre Carson, élu démocrate au Congrès, cf. « BLM for Palestine: inside America with Ghida Fakhry » de TRT World, 25 mai 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=tyT9Tk9dBW8>.

6) <https://www.preventwatch.org/cases/>

7) <https://www.preventwatch.org/cases/>

8) Pour cet exemple et quelques autres, très remarquables : <https://www.independent.co.uk/news/education/education-news/prevent-programme-counterterrorism-extremism-radicalism-muslim-students-uk-universities-a8650111.html>

9) <https://www.jewishvoiceforlabour.org.uk/article/reject-the-ihra-working-definition-of-antisemitism-say-israeli-british-academics/>

10) « Hungary's hypocritical war on universities », EU observer, 6 11 2018, <https://euobserver.com/opinion/143280>

La campagne Roussel : un tournant à droite pour le PCF

PAR LAURENT RIPART

*Pour la première fois depuis 2007, le PCF a décidé de présenter son propre candidat à l'élection présidentielle, en la personne de son secrétaire national, Fabien Roussel. Il s'agit là d'une rupture dans la politique de Front de Gauche menée par ses prédécesseurs, dont Roussel présente les fondements dans *Ma France*, le livre qu'il a publié en septembre.*

UNE CAMPAGNE POUR ROMPRE AVEC LA DIRECTION SORTANTE

Dans *Ma France*, Roussel explique que sa candidature est la conséquence de la mise en minorité de Pierre Laurent, lors du 38^e congrès du PCF, tenu en novembre 2018. Roussel y raconte sa rencontre dans une brasserie parisienne avec Pierre Laurent, au lendemain du vote militant. Alors que Laurent lui proposait un poste de porte-parole du parti et l'expectative d'une candidature à la présidentielle en échange de son propre maintien au secrétariat national, Roussel lui répondit : « Pierre, il faut que tu partes ». En rappelant que pour première fois depuis l'ère thorézienne, le PCF se dotait d'un secrétaire national qui n'avait pas été désigné par son prédécesseur, Roussel s'attache dans *Ma France* à se poser en homme de la rupture, avec une politique qu'il considère comme celle de l'effacement du PCF.

La lecture de *Ma France* permet toutefois de comprendre que l'arrivée au pouvoir de Roussel s'apparente davantage à une révolution de palais qu'à un renouvellement militant. Le peu de *story telling* que l'on trouve dans son livre en témoigne. Fils d'un permanent du PCF, il a passé une partie de son enfance au Vietnam où son père était correspondant de *l'Humanité*, et depuis son adolescence son meilleur ami est Olivier Marchais, le fils de Georges, à qui il a donné une place de choix dans sa direction de campagne.

UN RETOUR À LA GAUCHE PLURIELLE

Roussel s'attache à se situer dans l'histoire du PCF, en expliquant que Thorez et Marchais demeurent pour lui des

références majeures. Il rassure les militants communistes en assurant qu'il n'envisage pas de changer le nom du PCF, même s'il a décidé de le mettre en retrait, en associant au logo du parti le slogan « *L'humain d'abord* ». Il ne faut toutefois pas s'y tromper : plus qu'un retour à l'identité communiste, le projet de Roussel est d'abord et avant tout un retour à la politique d'Union de la gauche, qui vise à tourner la page du Front de Gauche.

Ce retour à une stratégie dont le bilan a été catastrophique pour le PCF ne peut qu'interroger. Quel bilan Roussel tire-t-il des différents gouvernements de gauche qui se sont succédé depuis les années 1980 ? Comment escompte-t-il tirer à gauche un Parti socialiste, qui ne cesse de dériver vers la droite ? Pourquoi s'obstiner dans une alliance avec un PS dont le poids politique s'est fortement réduit ? On chercherait en vain dans *Ma France* une réponse à ces questions, comme si l'actuelle direction du PCF n'avait d'autre projet stratégique que de conserver ses sièges dans les collectivités territoriales et son groupe à l'Assemblée nationale.

Au fil des pages de *Ma France*, on constate que la carrière de Roussel s'inscrit en tout cas dans une logique d'Union de la gauche. Elle a commencé dans les cabinets des ministres communistes de Jospin, pour se poursuivre par des postes d'attachés parlementaires, avant que Roussel n'hérite en 2017 de la circonscription d'Alain Bocquet. À la différence de Pierre Laurent, qui était un permanent avant d'être élu, Roussel est d'abord et avant tout un élu communiste, comme le sont aussi ses principaux soutiens dans le parti, à l'exemple d'André Chassaigne ou de Ian Brossat.

LE « RETOUR À LA NATION »

Roussel explique dans *Ma France* que son désaccord avec Pierre Laurent trouve ses racines dans la mise en place des « collectifs anti-libéraux », impulsés par Marie-George Buffet en 2005, au lendemain du rejet par référendum du Traité constitutionnel européen. Au-delà des questions stratégiques, Roussel reproche surtout à Buffet et Laurent d'avoir commis une erreur en considérant que « le non l'ayant emporté à 54,68 %, il y avait donc 54,68 % de Français antilibéraux et anticapitalistes ». Pour Roussel, la victoire du non ne procédait en effet pas d'un vote antilibéral, mais plutôt « d'un vote réflexe pour défendre la nation ». Roussel regrette que sous la direction de Buffet et Laurent « le parti communiste n'a pas su porter cette exigence de respect de la souveraineté, de la nation ». Pour lui, les choses doivent être désormais claires : « il ne faut pas laisser au seul Front National la mainmise sur des sujets comme la nation, la souveraineté, la sécurité, le vivre-ensemble ».

Derrière les accents identitaires de Roussel, qui lui ont servi lors du 38^e congrès à flatter la base militante, la nouvelle direction du PCF a ainsi impulsé un tournant droitier. Stratégiquement, elle s'est tournée sur sa droite, en rompant avec les Insoumis pour retrouver plus franchement son alliance privilégiée avec le PS. Politiquement, elle a adopté un discours national, ce qui l'amène à s'éloigner des fondamentaux du marxisme.

UNE VISION FANTASMÉE DES CLASSES POPULAIRES

Comme le dit non sans à-propos Roussel, « la gauche est faible parce qu'elle a tiré un

trait sur l'électorat populaire, le monde du travail ». Toutefois, Roussel développe une conception particulière des classes populaires, en considérant qu'elles sont françaises et blanches – et par ailleurs souvent aussi masculines. Pour Roussel, « l'ouvrier » s'inquiète du « vivre-ensemble » et éprouve de « l'angoisse face au terrorisme et à l'intégrisme ». Quand Roussel parle des classes populaires, il ne songe pas à ces jeunes racisés qui détestent la police, mais au « chauffeur de bus qui habite dans un logement social et a droit à la tranquillité dans son quartier ». Cette vision fantasmée d'une classe ouvrière blanche, qui ne constitue en dernière analyse qu'un alignement sur la droite populiste, amène Roussel à s'engager sur un terrain des plus glissants. Pour ne pas laisser la défense de la police à l'extrême droite, il en est venu à participer à la manifestation factieuse d'Alliance devant l'Assemblée nationale. Afin de ne pas laisser le RN prospérer sur la xénophobie, il est allé jusqu'à affirmer que « quand on ne bénéficie pas du droit d'asile, on a vocation à rentrer chez soi ». Il a même récemment pris la défense de la chasse à la glu, en expliquant qu'on « en a un peu marre des intellectuels condescendants qui donnent des leçons ».

Roussel semble aussi considérer que la reconquête de l'électorat populaire ne serait rien d'autre que la reconquête de l'électorat du RN. Roussel s'en fait l'avocat, en expliquant que l'électeur de Le Pen n'est en général « ni raciste, ni fasciste, ni sexiste, ou homophobe ». Au-delà de formules très générales, qui affirment l'internationalisme du parti et dénoncent en termes moraux le racisme, Roussel prend garde de ne pas mécontenter cet électorat qui pour être ni fasciste, ni raciste et moins sexiste ou homophobe, ne se reconnaît en tout cas pas dans l'antiracisme, l'antifascisme ou encore la lutte contre l'homophobie et le sexisme. Sans doute est-ce la raison pour laquelle ces combats n'ont aucune place dans le livre de Roussel.

Sans surprise, Roussel fait aussi preuve d'un total aveuglement devant le danger fasciste. Il explique ainsi que Macron et Les Républicains vont être en 2022 ses plus grands ennemis, comme si l'extrême droite n'existait pas et que l'hypothèse de son arrivée au pouvoir, à court ou moyen terme, ne se posait pas. Plus généralement, Roussel semble considérer qu'il suffirait que la gauche développe un discours national et sécuritaire pour assécher, comme par enchantement, la montée en puissance de l'extrême droite.



Fabien Roussel, Congrès PCF, Ivry (94), 25/11/2018. © Zouhair NAKARA / Wikicommons

L'ADIEU AU SOCIALISME

En avril dernier, Roussel avait critiqué le caractère par trop socialiste à son goût du programme des Insoumis, qui auraient eu le tort de considérer « que chacun doit avoir un travail et que si quelqu'un n'en trouve pas, l'État doit être employeur en dernier ressort ». Roussel avait alors précisé que « nous ne partageons pas du tout cette philosophie-là ; ça, c'est l'époque soviétique, le kolkhoze ». Loin d'être le fruit d'un moment d'égarément, cette déclaration s'inscrit dans une révision des horizons programmatiques du PCF, que Roussel développe dans *Ma France*.

De manière souvent très pertinente, Roussel s'y pose en défenseur des services publics, des salaires ou encore d'un revenu pour les jeunes. Toutefois, sa défense des classes populaires ne s'inscrit pas dans une perspective de lutte des classes, puisqu'il explique que « la France du travail est aussi celle des petits patrons et même si cela peut paraître surprenant de la part d'un secrétaire national du Parti communiste, je souhaite prendre leur défense ». Ce discours populiste l'amène à se livrer à une dénonciation des « charges qui pèsent sur ces petits entrepreneurs », avant d'expliquer qu'il n'est « pas opposé aux dividendes que se versent des petits patrons » et qu'il souhaite soutenir les PME et les TPE face aux grandes entreprises. Roussel l'affirme : il n'est « pas favorable à ce que tous les secteurs de l'économie soient mis sous la coupe d'un État patron ». Il se prononce donc pour une économie de marché régulée par « un État stratège », en considérant que « des nationalisations restent bien sûr indispensables, mais l'étatisme, que certains prônent encore à gauche, a montré ses limites ».

La France dont rêve Roussel prend ainsi

l'aspect d'une société de petits propriétaires, avec « une agriculture à taille humaine » et une économie laissée aux mains de petits capitalistes bien régulés, qui associeraient leurs salariés à la gestion de leurs entreprises. Ces considérations s'accompagnent d'une conception surprenante des rapports sociaux, puisque Roussel se félicite d'avoir de régulières conversations avec « des responsables syndicaux comme Philippe Martinez ou Laurent Berger », plaçant ainsi sur le même plan la CGT et la CFDT.

UNE CAMPAGNE SANS UTILITÉ POUR LES CLASSES POPULAIRES

Pour conclure, la campagne Roussel n'est malheureusement pas celle d'une refondation militante du PCF, ni de son retour à des positions de classe. Elle ne propose au mouvement ouvrier qu'une stratégie obsolète, celle d'une Union de la gauche qui n'a d'autre sens que d'assurer à une poignée d'élus communistes le maintien à tout prix de quelques strapontins dans les institutions. Elle n'a d'autres idées à développer que celles d'un populisme interclassiste, qui constitue une rupture avec la lutte des classes et la perspective du socialisme.

Une telle campagne n'a aucune utilité pour les classes populaires. Elle fait preuve d'un dramatique aveuglement face à la montée de l'extrême droite, dont Roussel alimente au quotidien le discours, en fantasmant sur une classe ouvrière blanche et naturellement réactionnaire, qui ne correspond à aucune réalité sociale. C'est pourtant en combattant son discours, et non en le légitimant, que l'on pourra faire reculer l'extrême droite, qui constitue le pire ennemi des classes populaires. □

Faire vivre l'anti-impérialisme dans la campagne présidentielle

PAR JULIEN SALINGUE

Alors que la campagne présidentielle s'est lancée sous les pires auspices, avec une surexposition des thématiques de l'extrême droite la plus réactionnaire, il apparaît d'autant plus urgent de faire vivre les thématiques internationalistes, antiracistes, anticapitalistes. En d'autres termes : faire entendre un discours et des positions assumant jusqu'au bout une orientation et un projet anti-impérialistes.

L'IMPÉRIALISME, « STADE SUPRÊME DU CAPITALISME »

Lorsque Lénine publie en 1916 son texte *L'Impérialisme : stade suprême du capitalisme*, il entreprend de synthétiser les – vifs – débats qui se sont déroulés, au sein du mouvement ouvrier, à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle, concernant l'analyse des mutations du système capitaliste et son entrée dans une phase caractérisée comme étant celle de « l'impérialisme », une ère d'internationalisation accélérée du capital, de conquête territoriale et de guerres. L'un des éléments clés avancés par Lénine dans ce riche et dense ouvrage est le suivant : « *Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices*¹ ». Pour Lénine, les tendances expansionnistes/colonialistes des bourgeoisies occidentales ne sont donc pas liées à des questions morales, mais bien à des nécessités internes au système capitaliste lui-même, et aux transformations qu'il a connues dans la seconde moitié du 19^e siècle : phénomènes de concentration du capital, de constitution d'oligopoles, voire de monopoles, de fusion progressive entre le capital bancaire et le capital industriel, qui donne naissance au capital financier et, au total, de quête effrénée de nouveaux marchés pour exporter et réinvestir des capitaux qui ne trouvent plus de débouchés dans les espaces territoriaux nationaux. L'accélération des politiques coloniales

n'est en ce sens pas liée à une quelconque « mission civilisatrice », quand bien même certains représentants politiques de la bourgeoisie s'en revendiqueraient, mais bien au développement des logiques intrinsèques du capitalisme, un système fondé non pas sur la satisfaction des besoins des populations mais sur les règles de la concurrence et de la rentabilité. Ce sont ces dernières qui ont conduit les bourgeoisies des pays capitalistes occidentaux, dans la seconde moitié du 19^e siècle, à mener, appuyées sur « leurs » États – qui se consolident à la même époque – et les forces armées de ces derniers, une vaste entreprise de conquête territoriale dans le but de trouver des débouchés aux abondants capitaux accumulés : leur exportation vers de « nouveaux » marchés, avec notamment le développement de la production de matières premières dans les pays dominés, garantit un retour sur investissement plus important que s'ils demeurent immobilisés dans des marchés saturés et menacés de surchauffe. L'entrée dans la phase impérialiste est ainsi marquée par une forme de transition entre « *le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes* » et « *le partage du monde entre les trusts internationaux*² ». Pour Lénine, l'ère impérialiste – qui s'ouvre dans la dernière partie du 19^e siècle – est donc celle de l'achèvement du partage du monde entre des puissances capitalistes mues par la nécessité de faire circuler leurs capitaux, l'ère de l'accélération de l'internationalisation du capital et de l'unification à marche

forcée du marché capitaliste mondial. Un « stade » particulièrement brutal : « *Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays "avancés"* ». Le partage du monde tel qu'il s'opère entre la fin du 19^e et le début du 20^e siècle, avec une accélération fulgurante des conquêtes territoriales, n'a pas pour seule conséquence des guerres coloniales, mais prépare en réalité les futures confrontations inter-impérialistes, qui déboucheront sur la grande boucherie de la Première Guerre mondiale : « *Quand, par exemple, les colonies des puissances européennes ne représentaient que la dixième partie de l'Afrique, comme c'était encore le cas en 1876, la politique coloniale pouvait se développer d'une façon non monopoliste, les territoires étant occupés suivant le principe, pourrait-on dire, de la "libre conquête". Mais quand les 9/10 de l'Afrique furent accaparés (vers 1900) et que le monde entier se trouva partagé, alors commença forcément l'ère de la possession monopoliste des colonies et, partant, d'une lutte particulièrement acharnée pour le partage et le repartage du globe*⁴. »

NI CHAUVINS NI CAMPISTES : ANTI-IMPÉRIALISTES !

Le monde a changé depuis l'époque de Lénine, et les théories de l'impérialisme ont été – et continueront d'être – actualisées et débattues. Il n'en demeure pas moins que l'analyse qu'il a produite au début du 20^e siècle demeure d'une brûlante actualité, en ceci qu'elle permet de

comprendre que l'impérialisme n'est pas « seulement » une tendance guerrière des pays capitalistes les plus puissants, mais une forme prise par le système capitaliste pour des motifs liés à sa conservation, son développement et sa reproduction. L'anti-impérialisme ne se limite pas, en ce sens, à la nécessaire opposition aux expéditions militaires menées par les grandes puissances, mais à un combat articulant anti-militarisme, lutte contre les politiques prédatrices des multinationales et des États qui les appuient, solidarité concrète avec les peuples victimes des politiques coloniales et néocoloniales, et mobilisation contre les racismes— qui participent d'un même système unifié de domination, d'exploitation et d'oppression. Et surtout, serait-on presque tenté de dire, l'anti-impérialisme est d'abord et avant tout la lutte contre son propre impérialisme, qu'il ne s'agit jamais de considérer comme un « moindre mal » — que ce soit pour des raisons chauvines ou morales — dans la mesure où, quels que soient les discours des responsables politiques bourgeois, les intérêts qu'ils défendent, quand bien même ils pourraient rentrer en confrontation, voire en contradiction avec ceux d'autres puissances impérialistes, demeurent toujours, en dernière instance, les intérêts du capital, fondamentalement contradictoires avec ceux des classes opprimées, là-bas comme ici. Telle est la leçon fondamentale de Karl Liebknecht, qui résista à la poussée chauvine des social-démocraties européennes lors de la Première Guerre mondiale et aux appels à « l'union nationale », et fut le seul député du SPD allemand à s'opposer aux crédits de guerre en décembre 1914, et qui justifia son vote comme suit : « Cette guerre, qu'aucun des peuples intéressés n'a voulue, n'a pas éclaté en vue du bien-être du peuple allemand ou de tout autre peuple. Il s'agit d'une guerre impérialiste, d'une guerre pour la domination capitaliste du marché mondial et pour la domination politique de contrées importantes où pourrait s'installer le capital industriel et bancaire. Au point de vue de la surenchère des armements, c'est une guerre préventive provoquée solidairement par le parti de guerre allemand et autrichien dans l'obscurité du demi-absolutisme et de la diplomatie secrète⁵. »

Comprendre l'impérialisme comme étant une forme prise par le système capitaliste, et non comme une politique particulièrement militariste de telle ou telle grande puissance, permet en outre de s'émanciper de toute tentation « campiste »,

entendue comme une vision du monde et des rapports internationaux guidée par une opposition-réflexe à la puissance impérialiste considérée comme dominante et par la logique « l'ennemi de mon ennemi est mon ami » : « *Axée exclusivement sur la haine du gouvernement des États-Unis, elle conduit à une opposition systématique à tout ce que Washington entreprend sur la scène mondiale et à la dérive vers un soutien acritique à des régimes totalement réactionnaires et antidémocratiques, tels que le sinistre gouvernement capitaliste et impérialiste de la Russie (impérialiste selon toutes les définitions du terme) ou le régime théocratique de l'Iran, ou encore les émules de Milosevic et de Saddam Hussein*⁶. » L'anti-impérialisme ne « joue » pas une puissance impérialiste contre une autre et ne se lie pas les mains avec des régimes ou des courants réactionnaires au motif qu'ils seraient dans le viseur des puissances impérialistes dominantes : ce sont de tels glissements qui ont — malheureusement — conduit certains, à gauche, à apporter un soutien plus ou moins explicite à Bachar al-Assad ou à Muammar Kadhafi, au mépris de la lutte du peuple syrien pour son émancipation sociale et démocratique. Au nom d'une vision frauduleusement « complexe » des rapports de forces internationaux, certains voient ainsi d'un bon œil l'existence ou l'émergence de puissances impérialistes « intermédiaires », alors qu'il ne s'agit en réalité que d'acteurs cherchant à obtenir leur part du gâteau dans le cadre du processus — en perpétuelle évolution — de partage/repartage des marchés capitalistes, toujours au détriment des populations.

UNE CAMPAGNE ANTI-IMPÉRIALISTE, INTERNATIONALISTE ET ANTIRACISTE

Parce que nos luttes n'ont pas de frontières, et que nous refuserons toujours le moindre compromis avec les thèses nationalistes, chauvines et racistes, tout comme nous refuserons toujours la « géopolitique » à courte vue qui pousse certains à prendre parti pour tel impérialisme contre tel autre, notre campagne sera résolument anti-impérialiste, internationaliste et antiraciste.

1) EN FINIR AVEC LE MILITARISME ET LA PRÉSENCE MILITAIRE FRANÇAISE À L'ÉTRANGER

Force est de constater que, du côté des forces politiques institutionnelles en France, c'est, malgré quelques nuances, l'unanimité qui l'emporte lorsqu'il

s'agit de défendre l'impérialisme français. Défense des « intérêts français », des groupes industriels, des emplois générés par l'industrie de l'armement : tous les arguments sont bons pour ne pas pointer les responsabilités, directes ou indirectes, de la France dans les conflits militaires. Quitte à verser parfois dans les postures les plus contradictoires, à l'instar de celle de Jean-Luc Mélenchon et de la FI qui, tout en dénonçant les exportations d'armes en Arabie saoudite, n'ont de cesse de saluer la bonne santé du complexe militaro-industriel français, visites dans les salons d'armement à l'appui.

À l'opposé de toute apologie des industries d'armement français, de toute logique « bloc contre bloc » et de tout chauvinisme, il est urgent d'assumer des mots d'ordre défendant une perspective de désarmement et de démilitarisation. Cela commence par l'arrêt des exportations des engins de mort français et, au-delà, le démantèlement du complexe militaro-industriel, avec une reconversion industrielle qui pourrait notamment s'orienter vers le domaine de la transition énergétique (trains, métros, tramways, énergies renouvelables...). Soit une politique de désarmement unilatéral et général, qui implique également la destruction de la force de dissuasion nucléaire française et, sur le plan politique, le refus de toute « armée européenne », la sortie de l'OTAN, la fin de la Françafrique et, plus généralement, l'arrêt de toutes les interventions militaires françaises à l'étranger et le démantèlement de toutes les bases permanentes. Nous revendiquons en outre l'expropriation des multinationales françaises (Bolloré, Total...) qui pillent les richesses aux quatre coins du monde, et le droit à l'autodétermination pour l'ensemble des colonies françaises.

2) SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANTES

La seule réponse efficace face à la tragédie que vivent les migrantEs est de refuser de considérer les migrations comme un « problème », et de s'unir pour satisfaire les besoins sociaux de millions de femmes et d'hommes, migrantEs et « autochtones ». Se déplacer est une pratique inhérente à l'espèce humaine. Cela doit être un droit, indépendamment des motivations qui conduisent à migrer. Des millions de personnes sont forcées d'émigrer pour échapper à la misère, à la pauvreté, à la



guerre, aux catastrophes environnementales, au manque de perspectives d'avenir. Nous revendiquons le droit d'asile pour celles et ceux qui fuient la guerre et les persécutions. Mais aussi un accueil digne pour touTEs les migrantEs, sans faire de distinction entre les migrantEs dits «économiques» et les réfugiéEs. Toutes les organisations de gauche devraient se battre pour l'octroi de pleins droits à touTEs les migrantEs, en accordant une attention particulière aux femmes, aux personnes LGBTI, aux musulmanEs et aux mineurEs, qui souffrent de multiples formes de discrimination et d'oppression. La liberté d'installation et de circulation est la seule mesure qui pourrait enrayer l'hécatombe sur les chemins de l'exil. Ouvrir les frontières, c'est permettre aux gens de migrer dans des conditions dignes et sûres. C'est faire disparaître la clandestinité et les passeurs. Quand les marchandises et les richesses circulent librement sur la planète, quoi de plus normal que les êtres humains veuillent en faire autant? Chaque personne a le droit fondamental de vivre dignement et de jouir de tous les droits politiques et sociaux du pays où il elle réside.

3) CONTRE LE RACISME D'ÉTAT ET L'ISLAMOPHOBIE

Le traitement scandaleux des migrantEs en France est l'une des expressions du racisme d'État, structurel, que d'aucuns essaient encore de nier, malgré les contrôles au faciès, malgré la loi «asile-immigration», malgré la loi «séparatisme». À

l'heure où certains voudraient que le débat politique, à l'occasion de la présidentielle, soit polarisé par les questions d'immigration et d'«ennemi intérieur», nous le redirons avec force : nous revendiquons une égalité complète entre FrançaisEs et étrangerEs, mais aussi entre touTEs, quelle que soit la confession religieuse... ou l'absence de confession religieuse. Le NPA se bat pour la régularisation de tous les sans-papiers, le droit de vote des étrangerEs résidant en France à toutes les élections, et plus globalement l'abrogation de toutes les lois racistes et islamophobes qui institutionnalisent les inégalités. Notre antiracisme est articulé à notre anticapitalisme, et si nous refusons de céder le moindre pouce de terrain aux imprécateurs racistes, nous dénonçons dans le même temps le véritable «séparatisme» : celui des riches. Ce sont en effet eux les vrais séparatistes, qui refusent de contribuer à la solidarité nationale en dissimulant leurs fortunes, par l'évasion et la fraude fiscales, qui se regroupent dans des quartiers réservés aux riches, qui mettent leurs enfants dans des écoles que personne ne peut se payer, organisant une reproduction sociale destinée à perpétuer leur domination.

4) UN INTERNATIONALISME EN ACTES

La dernière décennie a été marquée par une succession de soulèvements populaires à l'échelle mondiale qui, bien qu'ayant des spécificités les ancrant dans des espaces sociaux, politiques et géographiques nationaux, ont eu pour points communs une remise en question « systémique » du

capitalisme néolibéral-autoritaire⁷ : contre les dégâts du néolibéralisme, contre les effets des diktats du FMI, contre les régimes locaux dictatoriaux prédateurs et à la solde des puissances capitalistes dominantes, contre la présence maintenue des multinationales des pays capitalistes dominants — souvent protégées par les forces armées de ces derniers. Au côté de ces peuples en lutte — et de tous ceux qui ne manqueront pas de se soulever dans les mois à venir, nous portons un projet internationaliste fondé sur une solidarité en actes, motivée par une volonté de soutenir les oppriméEs du monde entier, mais aussi par la conscience d'une communauté de destin face à un système impérialiste qui écrase les peuples. Nous revendiquons l'abolition de la dette des pays du Sud global, à commencer par l'ensemble des dettes illégitimes, la fin des traités qui organisent le pillage des richesses à l'échelle internationale, l'expropriation des multinationales qui vivent grassement de ce vol organisé, l'arrêt du soutien aux dictatures qui répriment toute contestation de cet ordre injuste, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de leurs richesses et la fin de toutes les expéditions militaires impérialistes. Au-delà de ces revendications, nous tissons des liens de solidarité, fondés sur la camaraderie, le respect mutuel et la recherche d'actions communes, avec les groupes anticapitalistes et révolutionnaires dans les pays dominés, afin de faire vivre concrètement cette solidarité internationale et de ne pas la borner à des positions de principe parfois déconnectées des dynamiques politiques et sociales réelles.

Un anti-impérialisme intransigeant et en actes, en ayant toujours à l'esprit le mot de Che Guevara : « *Surtout, soyez toujours capables de ressentir au plus profond de votre cœur n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que ce soit dans le monde. C'est la plus belle qualité d'un révolutionnaire.* » □

1) V. I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), V.

2) *Idem*, VII).

3) *Idem*, Préface aux éditions allemande et française (1920).

4) *Idem*, X).

5) Karl Liebknecht, Déclaration au Reichstag, 2 décembre 1914.

6) Gilbert Achcar, « Leur anti-impérialisme et le nôtre », *Contretemps-web*, 18 avril 2021 : <https://www.contretemps.eu/anti-imperialisme-revolutions-arabes-libye-syrie-campisme/>

7) Julien Salingue, « Un soulèvement mondial contre le capitalisme néolibéral-autoritaire ? », revue *l'Anticapitaliste* n°110 (décembre 2019).



Macron passe Noël avec les soldats de l'opération Barkane. © Élysée.

La politique étrangère de l'administration Biden

PAR DIANNE FEELEY

La population américaine s'est-elle convaincue que la « guerre contre le terrorisme » promue après le 11 septembre 2001 est une course folle ou existe-t-il d'autres ennemis que l'on peut évoquer ?

À l'heure où Washington a retiré ses troupes après une intervention infructueuse de 40 ans en Afghanistan, la réponse pourrait être oui. C'est un oui amer pour les plus de 850 000 citoyens américains qui ont servi là-bas. Beaucoup pensaient qu'ils étaient en mission pour éradiquer le terrorisme et reconstruire un pays, mais ils ont souvent réalisé qu'ils étaient du côté des seigneurs de la guerre et de la corruption massive. Les histoires amères qu'ils ont partagées avec leur famille et le grand public témoignent de leur réalité alors que l'administration Biden a accepté le piège que l'administration Trump avait négocié avec les talibans. Le retrait a été encore plus chaotique que le retrait américain du Vietnam et, compte tenu de la campagne anti-immigration et anti-asile de la droite, les réfugiés qui ont fui, moins nombreux, seront beaucoup moins bien accueillis aux États-Unis.

Il est clair que l'aventure post-11 Septembre s'est avérée être un échec à tous les niveaux. Si l'on considère les coûts des guerres de l'après-11 Septembre en Afghanistan, au Pakistan, en Irak, en Syrie et au Yémen, Washington a dépensé 8 000 milliards de dollars, dont un quart en Afghanistan. Dans toute la région, on compte au moins un million de morts et 38 millions de personnes déplacées.

Compte tenu de l'utilisation intensive de drones et de l'implication militaire de 39 autres pays, les décès américains se sont limités à environ 7 000. On estime que les soins à long terme pour les soldats blessés coûteront 2 000 milliards de dollars supplémentaires. Ajoutons à ces chiffres plus de 30 000 suicides de soldats rentrés chez eux.

Quelques-unes des violations des droits humains commises par les troupes ont été révélées au grand jour, la plus

célèbre étant le scandale de la prison d'Abu Ghraib en Irak en 2004, où des photographies ont révélé des scènes de prisonniers nus et humiliés alors que des soldats américains posaient à proximité, le sourire aux lèvres. Le président George W. Bush a insisté sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'un problème systémique mais de quelques soldats déshonorés, qui étaient les seuls à être punis.

Pendant cette période, la presse a fait état de l'utilisation par l'armée américaine de techniques d'interrogatoire telles que le waterboarding, le harcèlement et les abus sexuels, les violences physiques et la privation de sommeil. Les défenseurs de ces techniques de torture affirment qu'elles sont éthiquement acceptables car elles ont permis d'obtenir des renseignements militaires qui ont pu sauver des vies. Une étude du Sénat sur le renseignement a prouvé que ces affirmations étaient fausses.

La vidéo de 2007 montrant des membres d'équipage d'hélicoptères Apache riant et tuant des civils, y compris des enfants, dans une rue de Bagdad est peut-être moins connue. Elle a fait surface trois ans plus tard sur WikiLeaks et pourrait être l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement américain est si désireux de garder Julian Assange enfermé.

UN NOUVEAU FRONT

Bien que le président Barack Obama n'ait pas réussi à faire sortir les troupes d'Afghanistan, et qu'il ait en fait augmenté les frappes de drones que Bush avait commencées au Yémen, il souhaitait « pivoter » vers l'Asie du Sud-Est afin de contrer l'influence croissante de la Chine dans la région. L'accord commercial qu'il a conclu dans le cadre du Partenariat transpacifique (TPP) incluait l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili,

le Japon, la Malaisie, le Mexique, le Pérou, la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Vietnam, mais laissait la Chine sur la touche. Comme l'a commenté en 2016 le Premier ministre japonais, Shinzo Abe : « Le succès ou l'échec de Washington fera basculer la direction du système mondial de libre-échange et [façonnera] l'environnement stratégique en Asie-Pacifique¹. »

En revanche, le TPP, auquel s'opposent le mouvement ouvrier américain et les deux candidats à la présidence de 2016, n'est allé nulle part après l'élection de Trump. Mais l'administration Biden est confrontée au même problème : l'émergence de la Chine en tant que puissance économique et militaro-politique, comme le soulignait, entre autres, un éditorial de l'ATC². Pourtant, Washington doit réfléchir à ses initiatives. La Chine est devenue « l'atelier du monde ». Elle a aussi ses propres projets de développement, internes et externes, qui concurrencent avec succès les investissements américains et européens.

Comme Obama, Biden veut pivoter vers l'Asie. Bien qu'il ait promis à la Chine que « nous ne cherchons pas une nouvelle guerre froide », son attitude agressive dément la rhétorique. Il en va de même pour le nouvel ambassadeur américain de Biden en Chine, R. Nicholas Burns, qui a qualifié Pékin d'agresseur dans ses relations avec des pays comme l'Inde, le Vietnam, les Philippines et le Japon. Burns a également invité le Sénat à faire davantage pour aider Taïwan à se protéger de la Chine, notamment par le biais de ventes d'armes.

Burns a également dénoncé les politiques génocidaires de la Chine à





l'encontre de la population musulmane ouïghoure, l'étouffement de l'autonomie de Hong Kong, les abus continus au Tibet et l'intimidation de Taïwan. Il est vrai que si les hauts dirigeants du Parti communiste chinois sont de plus en plus autoritaires, ces politiques antidémocratiques n'ont jamais dérangé Washington dans ses relations avec des régimes amis comme l'Arabie saoudite. Ce n'est que de la poudre aux yeux.

SE PRÉPARER À UNE CONFRONTATION MILITAIRE

La réalité est que, si la puissance militaire de la Chine a augmenté, elle ne dépense qu'un tiers du budget militaire américain. D'autre part, la domination de l'armée américaine en Asie n'a cessé de s'éroder. Cela crée une situation dangereuse, car Pékin considère Taïwan comme une île qui doit s'unifier avec le continent et les Taïwanais, militairement plus faibles, sont de plus en plus réticents à cette perspective. Le porte-parole du département d'État américain, Ned Price, a récemment souligné que le soutien des États-Unis à Taïwan était « solide comme le roc », ajoutant que « nous avons également indiqué très clairement que nous étions déterminés à approfondir nos liens avec Taïwan ». Entre-temps, deux membres du Congrès ont demandé que soit clarifiée l'« ambiguïté stratégique » de longue date de Washington concernant la défense de Taïwan.

Ce n'est qu'en octobre 2020 que les rapports du renseignement américain ont relevé que les dirigeants de Pékin s'inquiétaient de voir le président Trump préparer une initiative militaire. C'est à ce moment-là que le président des chefs d'état-major interarmées, le général Mark A. Milley, a choisi de contacter son homologue chinois et de lui donner une assurance. Au début du mois d'octobre, le *Wall Street Journal* a révélé que l'armée américaine avait secrètement entraîné les forces militaires de Taïwan.

Le 15 septembre, un partenariat trilatéral a été annoncé par l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni. Le pacte, connu sous le nom d'AUKUS, transformerait l'Australie, un État non doté d'armes nucléaires, en un État possédant des sous-marins à propulsion nucléaire. Bien que cette initiative soit annoncée comme un moyen de garantir la paix dans la région indo-pacifique, la Chine a répondu le jour suivant que c'était

exactement le contraire et savait en fait la paix et la sécurité dans la région.

Dans une lettre adressée au *New York Times* le 21 septembre, Rose Gottemoeller, ancienne sous-secrétaire d'État américaine chargée du contrôle des armements et de la sécurité internationale, a déclaré que l'AUKUS « a fait voler en éclats 60 ans de politique américaine » visant à minimiser l'utilisation d'uranium hautement enrichi. « Un tel uranium permet de fabriquer des bombes nucléaires, et nous n'avons jamais voulu qu'il se retrouve entre les mains d'États non dotés d'armes nucléaires, aussi propres soient-ils. »

Bien que les détails restent flous, il est concevable que, pendant la construction des sous-marins, l'Australie loue des sous-marins à propulsion nucléaire américains ou britanniques. Selon l'Arms Control Association, la technologie ne se limite pas aux sous-marins. Elle comprendra également « le partage de l'intelligence artificielle, des systèmes sous-marins et des capacités de frappe quantique, cybernétique et à longue portée. » Le Premier ministre australien Scott Morrison a également évoqué l'achat de « missiles de croisière Tomahawk et de missiles interarmées air-sol à portée étendue³. »

L'administration Biden veut certainement éviter une confrontation militaire avec la Chine, mais une rhétorique et une série d'actions qui échappent à tout contrôle peuvent avoir des conséquences inattendues. C'est le cas de son approche de la Chine et de sa façon de marcher sur la corde raide en étendant les armes nucléaires. C'est effrayant !

AUTRES INITIATIVES DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Certains de ceux qui ont voté pour Biden ont supposé qu'il prendrait l'initiative d'une politique étrangère plus amicale, comme la normalisation des relations avec Cuba, qui était une caractéristique de l'administration Obama. Mais dans le cas de Cuba, Biden a renforcé les sanctions imposées par Trump. Face à un certain nombre de pays d'Amérique latine, la politique américaine est restée similaire.

C'était certainement le cas en Haïti, où l'administration Biden a soutenu le président Jovenel Moïse, qui gouvernait par décret depuis 2018. Le plan de Moïse était de gouverner tout en organisant un référendum constitutionnel suivi d'élections en 2021. Mais Moïse a été assassiné dans des circonstances

non encore complètement éclaircies.

Depuis le coup d'État de 1991 soutenu par les États-Unis contre le président Jean-Bertrand Aristide, l'instabilité politique du pays s'est accompagnée d'une série de tempêtes tropicales, de pluies torrentielles, d'ouragans et de deux tremblements de terre majeurs, dont un en août dernier. Peu d'aide est arrivée.

À la mi-septembre, 30 000 Haïtiens ont tenté d'entrer aux États-Unis. Certains avaient été déplacés par le tremblement de terre il y a dix ans et d'autres étaient des réfugiés plus récents. Ils ont été confrontés à la répression des garde-frontière. Biden a été ensuite obligé de faire quelques assouplissements.

La responsabilité de freiner l'immigration a été confiée à la vice-présidente Kamala Harris. Lors de son premier voyage à l'étranger, elle a dit aux Guatémaltèques et aux Mexicains que le voyage vers le nord était dangereux et qu'ils seraient refoulés à la frontière. La vice-présidente Harris, fille d'immigrés, a averti les personnes menacées par la violence : « Ne venez pas. Ne venez pas. Les États-Unis continueront à faire respecter leurs lois et à sécuriser leurs frontières. » Elle a promis de s'attaquer à la racine de leurs problèmes tout en se tenant à côté du président guatémaltèque Alejandro Giammattei, un politicien répressif et corrompu.

À ce jour, Biden n'a même pas levé le Titre 42 de Trump, qui empêche, pour des raisons supposées de santé publique, des personnes de demander l'asile. En juillet, l'administration a annoncé qu'elle expulsait des familles d'immigrants par le biais d'un processus de « renvoi accéléré », contournant la nécessité d'audiences devant un juge. En résumé, nous pourrions conclure que la politique étrangère de l'administration Biden est une continuation des pratiques dangereuses et inhumaines. Au-delà des différences de langage avec Trump, l'objectif est le même : maintenir le « rang » de l'impérialisme américain et de son économie dans un contexte mondial bouleversé. □

1) Voir « Le "pivot asiatique" de Barack Obama a échoué. La Chine sur la pente ascendante », par Simon Tisdall, *The Guardian*, 25 septembre 2016, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/sep/25/obama-failed-asian-pivot-china-ascendant>.

2) « Biden : Empire Is Back... », ATC 212, <https://againstthecurrent.org/atc212/biden-empire-is-back>

3) « U.S., UK Pledge Nuclear Submarines for Australia », par Julia Masterson, octobre 2021, <https://www.armscontrol.org/act/2021-10/news/us-uk-pledge-nuclear-submarines-australia>

La Chine, nouvel impérialisme émergé

PAR PIERRE ROUSSET

La formation d'un nouvel impérialisme¹ est un événement rarissime. Cela nécessite de multiples préconditions relevant de la situation internationale et des caractéristiques propres du pays considéré. De ce double point de vue, l'émergence chinoise nous a posé des questions inhabituelles.

Nous savions qu'un impérialisme pouvait naître en dehors de la sphère occidentale. Ce fut le cas du Japon. Cependant, il relevait d'un cadre d'analyse assez classique. La création des empires occidentaux n'était pas achevée en Asie du Nord-Est, les grandes puissances se disputaient le contrôle de la Chine, le pouvoir nippon pouvait réagir préventivement. Quant à la structure sociale du pays, elle nous semblait pour l'essentiel analogue à celle de pays d'Europe, la Restauration du meiji (1868) assurant le passage d'un féodalisme tardif à un capitalisme moderne : industrialisation accélérée, constitution d'une puissante armée qui a fait magistralement ses preuves contre la Russie en 1905... Le Japon était donc le dernier État impérialiste à pouvoir se former à l'aube du XX^e siècle.

AU CŒUR DE LA MONDIALISATION CAPITALISTE ET DES TENSIONS GÉOPOLITIQUES

Au début du XXI^e siècle, la Chine de Xi Jinping s'est imposée comme la deuxième puissance mondiale, au cœur de la mondialisation capitaliste. Elle se projette sur tous les continents et tous les océans. Pour Xi, « À l'heure de la mondialisation économique, l'ouverture et l'intégration sont une tendance historique irrépressible. L'érection de murs ou le "découplage" vont à l'encontre des lois économiques et des principes du marché ». Philip S. Golub note ainsi que le parti-État se pose en champion du libre-échange et de la finance mondiale, desserrant l'accès, en faveur de grands groupes étatsuniens, à « certains segments des marchés de capitaux nationaux [...] et délivrant des licences pour qu'ils puissent exploiter des filiales à 100%, ou à participation majoritaire [...] ». Pour *The Economist* du 5 septembre 2020, « la

Chine crée des opportunités [auxquelles le capital étranger ne s'attendait pas, du moins pas aussi vite]. » L'ampleur des flux entrants de capitaux étatsuniens en Chine est difficile à estimer parce que « de nombreuses sociétés chinoises émettant des actions ont des filiales dans les paradis fiscaux offshore. » Selon un rapport publié par Investment Monitor le 13 juillet 2021, la Chine a plus de filiales dans les îles Caïmans que tout autre pays « après les États-Unis, le Royaume-Uni et Taïwan² ».

« Capable de dicter ses conditions dans les secteurs industriels clés », l'État chinois pilote l'avion Chine, nourrissant un vaste réseau de patronage renforcé par la capacité du parti d'imposer une surveillance généralisée de la société. Nous n'avons pas affaire à un « socialisme de marché aux caractéristiques chinoises », mais à un capitalisme d'État effectivement doté de « caractéristiques chinoises³ ». De l'Inde à la Corée du Sud, que l'État pilote le développement économique n'a rien de nouveau en Asie. Sous des formes diverses, bien des oligarchies dominantes combinent capital privé, capital militaire et capital d'État. Le lien entre eux se fait souvent par le biais des grandes familles possédantes.

Héritière d'une histoire longue particulièrement complexe, la formation sociale chinoise est très hétérogène. Atelier du monde, son économie reste pour une part dépendante de capitaux étrangers et de l'importation de composants ou pièces détachées. Elle offre, pour une autre part, les bases d'un développement international indépendant. Dans certains secteurs, elle produit des technologies avancées, dans d'autres, elle n'arrive pas à combler son retard – comme en matière de semi-conducteurs de pointe. Elle traverse des crises de surproduction (et de la dette) de type capitaliste qui

frappent de plein fouet l'immobilier, symbolisé par la quasi-faillite du géant Evergrande⁴. Jusqu'à maintenant, tous les pronostics annonçant l'éclatement de la bulle immobilière ont été démentis⁵ – mais cela ne veut pas dire que cela restera le cas. Comme le note Romaric Godin, « la messe n'est pas encore dite sur une éventuelle crise chinoise, mais les contradictions du capitalisme d'État de la République populaire semblent se creuser de plus en plus ».

À partir des années 1980, la direction chinoise a préparé son expansion internationale. Discrètement sous Deng Xiaoping, agressivement sous Xi Jinping. Cette expansion a des ressorts économiques intérieurs (trouver des débouchés à des secteurs à faible rentabilité et en surproduction, comme l'acier, le ciment, ou la main-d'œuvre). Elle fait appel à de profonds ressorts culturels – redonner à l'Empire du Milieu sa centralité, effacer l'humiliation de la domination coloniale, offrir une alternative globale au modèle occidental de civilisation. Elle nourrit un nationalisme de Grande Puissance légitimant le régime et son ambition de contester la suprématie des États-Unis.

Nous nous retrouvons dans une situation « classique » où la grande puissance établie – les États-Unis – se confronte à l'émergence d'une puissance en pleine croissance – la Chine.

LES PRÉCONDITIONS INTERNATIONALES

Comment ce qui était devenu impossible au début du XX^e siècle (l'émergence d'un nouvel impérialisme) a-t-il pu se réaliser au tournant du XXI^e ? Au risque de





simplification, relevons deux temps.

À la suite des révolutions russe (1917) et chinoise (1949), la majeure partie de l'Eurasie a échappé à la domination directe des impérialismes nippono-occidentaux, conquérant une position d'indépendance sans laquelle rien de ce qui s'est passé ultérieurement n'aurait été possible.

À la suite de la défaite internationale des mouvements révolutionnaires dans les années 1980 d'une part et, d'autre part, de la désintégration de l'URSS, l'aile dominante de la bourgeoisie internationale a commis le péché de triomphalisme, pensant que son règne sans partage était dorénavant assuré. Elle n'a pas envisagé, semble-t-il, que l'ordre mondial néolibéral qu'elle imposait pourrait être utilisé par Pékin à son profit, avec le succès que l'on sait.

MUTATIONS CHINOISES

Les analyses qui affirment que l'actuelle politique internationale chinoise ne serait pas impérialiste s'appuient sur la continuité du régime de 1949 à nos jours, mais cette continuité n'est que *nominale* : République populaire (RPC), Parti communiste (PCC), important secteur économique d'État. Il y a certes des continuités, notamment culturelles, dont la longue tradition bureaucratique de l'Empire qui pare les régimes contemporains d'une « normalité » historique. Les discontinuités l'emportent pourtant – et de loin. Il y a en effet eu révolution et contre-révolution, comme en témoignent les bouleversements successifs des classes sociales.

La position du prolétariat industriel. Quand la République populaire a été proclamée, le PCC a dû se reconstituer une

base sociale dans les centres urbains. Pour se faire, il s'est attaché la classe ouvrière, dans les deux sens du terme : en se la subordonnant et en lui assurant des avantages sociaux considérables.

Politiquement, la classe ouvrière est maintenue sous le contrôle du parti ; elle ne « dirige » ni l'entreprise ni le pays. Les travailleurs/ses sont assignés à des unités de travail un peu comme des fonctionnaires territoriaux dans la tradition française. La classe ouvrière des nouvelles entreprises d'État bénéficie néanmoins d'avantages sociaux considérables (emploi à vie, etc.). Aucune autre couche sociale n'a une position sociale aussi avantageuse, à part, bien entendu la bureaucratie des organes de pouvoir politico-étatiques.

Le statut des femmes populaires. Les deux lois emblématiques adoptées au lendemain de la conquête du pouvoir bénéficient aux femmes *du peuple* : l'égalité des droits dans le mariage et une réforme agraire qui les inclut⁶.

Les anciennes classes dominantes. Une fois la République populaire consolidée⁷ et quel que soit le sort individuel de tel ou tel membre des élites chinoises, les anciennes classes dominantes (bourgeoisie urbaine et *gentry* rurale) sont désintégrées. Le régime maoïste se consolide à l'issue d'une révolution sociale, nationaliste, anti-impérialiste et anticapitaliste – un processus de révolution permanente⁸. Il a de profondes racines populaires, mais il n'en est pas moins autoritaire et le parti-État constitue le cadre au sein duquel la bureaucratization se développe. Ce n'est pas le socialisme, mais une société en transition dont l'aboutissement est incertain⁹.

La contre-révolution des années

1980. L'aboutissement catastrophique de la mal nommée Révolution culturelle sanctionne la crise terminale du régime maoïste. Sous l'impulsion de Deng Xiaoping, un revenant des purges, l'aile marchante de la bureaucratie prépare sa mutation, sa « bourgeoisification » et la réinsertion du pays dans le marché mondial capitaliste. Elle bénéficie pour ce faire d'atouts exceptionnels :

- Concernant l'héritage du régime maoïste : un pays, une industrie et une technologie indépendants, une population éduquée, qualifiée...

- Concernant l'héritage de la période coloniale : Hong Kong (colonie britannique), Macao (colonie portugaise), Taïwan (protectorat US) sont des portes grandes ouvertes sur le marché mondial et la finance internationale offrant des savoir-faire en gestion qui n'existent pas sur continent et des transferts de technologies (Macao étant un canal idéal pour contourner législations et régulations)...

- La possibilité de collaborer avec le puissant capital chinois transnational sur la base d'un compromis solide : ce dernier reçoit un traitement privilégié en Chine, alors qu'il sait que seuls le gouvernement et le PCC peuvent garantir le maintien de l'unité du pays-continent.

- Le poids intrinsèque de la Chine (sa taille géographique et démographique) – un pays comme le Vietnam peut suivre la même évolution que son voisin, mais ne saurait postuler au rang de grande puissance pour autant.

La transformation capitaliste accélérée de la Chine ne s'est pas accomplie sans infliger une défaite historique aux classes populaires lors de la répression massive dite de Tiananmen en avril 1989 (tout le pays étant concerné et pas seulement Pékin). Une défaite qui s'inscrit dans le nouvel agencement des classes sociales.

- **Le prolétariat.** La classe ouvrière des entreprises d'État a opposé une résistance obstinée à l'intensification du travail exigée par les autorités si bien qu'en dernier ressort, le pouvoir a décidé de la retirer en grande partie de la production, tout en continuant à la rétribuer sous divers artifices. L'exode rural a permis de constituer un nouveau prolétariat, notamment dans les zones franches. Féminin à 70 %, il s'agissait à cette époque de travailleuses chinoises sans papiers (il était interdit en Chine de changer de résidence sans autorisation officielle). La main-d'œuvre parfaite pour la surexploitation qui caractérise la période d'accumulation primitive du capital.



Des musulmanEs travaillent dans une usine de confection au Centre d'enseignement et de formation professionnels de Hotan à Hotan, Xinjiang. © CCTV / VIA AP

• **L'ordre social et idéologique est inversé.** Les élites intellectuelles, hier au plus bas de la hiérarchisation sociale, sont à nouveau chantées. Les femmes populaires sont invisibilisées. Deng Xiaoping prône les vertus du « ruissellement » (l'enrichissement des unEs est censé annoncer l'enrichissement de touTEs). Le secteur économique d'État opère dorénavant en symbiose avec le capital privé. La Chine comprend un chiffre record de milliardaires, qui se retrouvent dans les organes dirigeants du PCC.

GRANDE PUISSANCE, IMPÉRIALISME ET INTERDÉPENDANCE

Il n'y a pas de grande puissance capitaliste qui ne soit impérialiste. La Chine ne fait pas exception. Quelques exemples.

• La mise au pas de sa « périphérie ». Grâce au développement d'un réseau de transports à grande vitesse, le Tibet est devenu l'objet d'une colonisation de peuplement. Dans le Turkestan oriental (Xinjiang), la population Ouïghour à majorité musulmane est soumise à un ensemble de mesures allant de l'assimilation forcée à l'internement de masse avec en ligne de mire un génocide au moins culturel¹⁰. Le traité qui garantissait le respect des droits démocratiques reconnus à la population de Hong Kong lors de rétrocession de la colonie (« un pays, deux systèmes ») a été unilatéralement dénoncé par Xi Jinping. Après des années de résistance populaire, Pékin a imposé son ordre répressif, criminalisant les organisations indépendantes (contraintes de se dissoudre), condamnant à de lourdes peines toute dissidence¹¹. Du droit d'autodétermination, de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, il n'est plus question aux marches de l'Empire.

• Pour protéger ses investissements et s'assurer d'un accès à l'océan indien (les « corridors »), Pékin n'hésite pas à soutenir les pires dictatures (comme en Birmanie) et à s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays (comme au Pakistan).

• La paralysie temporaire des États-Unis (englués au Moyen-Orient) a permis à Xi Jinping de militariser l'ensemble de la mer de Chine du Sud, prenant le contrôle de territoires maritimes appartenant aux pays riverains, des Philippines au Vietnam. Pékin dénonce (à raison) la politique de grande puissance étatsunienne dans la région, mais n'hésite pas à user de la supériorité écrasante de ses forces navales à l'encontre de ses voisins.

• Pour sécuriser ses voies maritimes (marchandes ou militaires), Pékin prend



Xi Jinping avec Donald Trump et leurs épouses, en 2017. © PAS China

possession de ports dans de nombreux pays, du Sri Lanka à la Grèce, en usant quand il le faut de l'arme de la dette. Un défaut de remboursement peut lui permettre d'exiger qu'un territoire portuaire devienne une concession chinoise pour une durée qui peut aller jusqu'à 99 ans (ce qui était le statut colonial de Hong Kong !).

• En se projetant à l'international, la Chine participe maintenant au découpage de zones d'influences dans le Pacifique sud en revendiquant un important espace maritime.

Les États-Unis étaient et restent la principale puissance impérialiste, première source de militarisation, de guerres et d'instabilité mondiales. Face à la menace étatsunienne, le régime maoïste avait développé une stratégie défensive dont le pivot était l'armée de terre, la mobilisation populaire et les dimensions du pays : un envahisseur s'y perdrait. En revanche, une grande puissance doit s'affirmer dans les océans. Les forces aéronavales constituent le pivot militaire de la politique de Xi Jinping. Ce faisant, l'actuel régime chinois participe à la dynamique de militarisation du monde (et donc à l'aggravation de la crise climatique). Certains, à gauche, évoquent le « droit » de la Chine à exiger sa place au soleil, mais depuis quand devrions-nous défendre les « droits » d'une puissance, et non des peuples ?

La tension entre Washington et Pékin sur la question de Taïwan est aujourd'hui à son comble. Deux logiques s'opposent. Celle d'États engagés dans une compétition sévère, durable, et celle de la mondialisation capitaliste où prime l'interdépendance en matière de technologies, de chaînes de production, de commerce ou de finance. Quelles que soient les contradictions auxquelles la mondialisation fait aujourd'hui face, la « démondialisation » capitaliste de l'économie apparaît

une gageure.

Où va la Chine ? Je me garderais, pour ma part, de tenter de répondre à cette question que je laisse à plus savant que moi. Si encore c'était le PCC qui dirigeait le pays, mais ce n'est plus le cas. C'est la clique de Xi Jinping. Ce dernier a imposé un changement de régime politique¹². Hier, une direction collégiale permettait de préparer la succession des générations à la tête du parti, un facteur de stabilité. Aujourd'hui, la fraction Xi Jinping truste seule les pouvoirs. Après de sanglantes purges et la modification de la Constitution, il peut prétendre diriger à vie. En Chine aussi, la sélection du personnel politique devient irrationnelle par rapport aux intérêts collectifs des classes dominantes. □

1) Le terme d'impérialisme peut être utilisé dans des contextes historiques variés. Il a ici celui de grande puissance capitaliste.

2) Philip S. Golub, « Contre Washington, Pékin mise sur la finance », *Le Monde diplomatique*, novembre 2021, p.13.

3) Au Loongyu, « What is the nature of capitalism in China? – On the rise of China and its inherent contradictions », *Europe solidaire sans frontières (ESSF)*, mai 2014.

4) Romaric Godin, « Les contradictions du modèle chinois », *Mediapart*, 9 septembre 2021.

5) Ce que reconnaît Paul Krugman concernant ses propres prévisions dans le *New York Times* du 22 octobre 2021.

6) Bien entendu, le « plafond de verre » et le patriarcat ne disparaissent pas pour autant de la société.

7) Malgré l'épreuve de la guerre de Corée qui débute en 1953 et constitue un véritable scénario catastrophe pour Pékin qui avait pour priorité la reconstruction du pays.

8) Pierre Rousset, « L'expérience chinoise et la théorie de la révolution permanente », *revue L'Anticapitaliste* n°126 (mai 2021).

9) C'est pourquoi il est préférable de ne pas utiliser la formule de société de transition au socialisme.

10) Daniel Tanuro, « Retour sur l'histoire du Turkestan oriental », 28 avril 2021, *Gauche anticapitaliste (Belgique)*.

11) Alain Baron, « Le mouvement de 2019 à Hong Kong, et son écrasement », *Europe solidaire sans frontières (ESSF)*, 27 août 2021.

12) Au Loongyu, Pierre Rousset, « Le 19^e congrès du Parti communiste chinois – La modernisation par une bureaucratie prémoderne », *Europe solidaire sans frontières (ESSF)*, 22 octobre 2017.

L'impérialisme français : affaibli mais toujours toxique

PAR LÉON CRÉMIEUX ET CHRISTIAN BABEL

L'épisode du marché australien de sous-marins « perdu » par la France, la fin annoncée de l'opération Barkhane au Sahel, les coups d'État hostiles à la France au Mali et en Guinée, le sommet France-Afrique de Montpellier, le référendum imposé sous confinement en Kanaky, sont quelques événements récents remettant en lumière les divers aspects et les avatars de la politique impérialiste française.

Après 1945, l'impérialisme s'est structuré comme système mondial sous domination des États-Unis. Ainsi, et cela est vrai jusqu'à aujourd'hui, le capitalisme s'est donné un cadre d'action international, tant dans les principaux pays capitalistes que dans les pays soumis à la domination coloniale et impérialiste, notamment britannique, étatsunienne et française. Le nouveau rapport de forces révélait la faiblesse relative de l'impérialisme français qui, dès l'entre-deux guerres avait laissé la place dominante en Europe à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne.

Face à cet affaiblissement, les dirigeants politiques français ont essayé de restaurer l'Empire après 1945, de maintenir les « possessions » africaines et indo-chinoises, les départements dits « d'Outre-Mer », non seulement pour leur poids économique d'approvisionnement captif en matières premières et pour préserver les intérêts coloniaux sur place, mais aussi comme éléments d'une puissance politique et militaire internationale avec le déploiement des forces armées et le maintien de la puissance exportatrice du complexe militaro-industriel. La France a essayé, à plusieurs reprises, de maintenir la fiction d'un impérialisme indépendant. Ce fut évidemment la carte de visite du gaullisme, mais

les sociaux-démocrates tentèrent de jouer la même partition, de même que Sarkozy et Macron aujourd'hui. Cette prétention s'est pourtant totalement dissipée avec la fin de l'URSS et la réunification de l'Allemagne. Aujourd'hui, les gouvernements français naviguent à vue entre la défense triviale des intérêts des entreprises françaises, la défense des intérêts de l'Union Européenne néolibérale par délégation, et la protection des dirigeants africains les plus dictatoriaux et corrompus auxquels ils se sont liés.

UN NÉOCOLONIALISME FRANÇAIS À DIMENSIONS MULTIPLES

Depuis les années 1960, la France aura tenté de sauvegarder un système néocolonial (en ayant « perdu » l'Algérie, l'Indochine et la gouvernance de la Syrie et du Liban) pour préserver notamment son pré-carré africain. Tout en concédant l'indépendance aux pays de l'ex-Afrique équatoriale française et de l'ex-Afrique occidentale française (AEF et AOF), les autorités françaises ont imposé des accords (dont plusieurs éléments perdurent aujourd'hui) limitant les prérogatives militaires, économiques, monétaires et diplomatiques de ces pays et ont engagé une guerre systématique contre les mouvements luttant pour une réelle indépendance : ainsi, contemporaine

de la guerre d'Algérie, la guerre du Cameroun (la France ne reconnaît toujours pas sa responsabilité dans cette guerre coloniale) entre 1954 et 1964, aura fait 120 000 morts. La France et ses « services » auront perpétré, directement ou en les impulsant, les assassinats de nombreux dirigeants ou militants cherchant à construire une réelle indépendance nationale ou même seulement à remettre en cause l'allégeance à la France : Thomas Sankara au Burkina Faso, Félix Moumié et Ruben Um Nyobe dirigeants de l'UPC du Cameroun, Sylvanus Olympio au Togo, Mehdi Ben Barka au Maroc, Germain M'ba du Gabon, le Nigérien Hamani Diori, Eloi Machoro en Kanaky, et sans doute Barthélemy Boganda en Centrafrique... Et derrière ces noms, des centaines de milliers de morts. À Madagascar, en 1947, l'armée française fit près de 80 000 morts pour empêcher l'accès à l'indépendance, inaugurant les pratiques de la « guerre révolutionnaire » avec les tortures, les villages incendiés et l'assassinat de suspects jetés vivants des avions militaires pour terroriser la population. La complicité de l'impérialisme français avec le génocide des Tutsis du Rwanda en 1994 est de plus en plus avérée, elle est pourtant niée par des hommes politiques français de droite comme de gauche, et Macron tente encore de l'atténuer.



La mine d'uranium d'Arli au Niger. © DR

Jusqu'à aujourd'hui, la France aura obtenu, de ses partenaires impérialistes, l'exclusivité de l'intervention militaire en Afrique de l'Ouest et Afrique subsaharienne, malgré une influence politique et économique qui s'est étendue : en valeur, la France est devenue le troisième partenaire économique de l'Afrique après la Chine et l'Inde (ses principaux clients sont les pays du Maghreb). Malgré tout, le franc CFA, les Accords de partenariat économique (APE) entre l'UE et les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique), mis en place depuis les années 2000, l'accord africain global en cours de négociation, maintiennent économiquement des liens néocoloniaux entre les pays européens, notamment la France, et les pays du « Sud global ».

Les APE et d'autres accords globaux avec le continent africain, le Mercosur et les pays du Pacifique qui se mettent en place ces dernières années soumettent ces pays aux intérêts des grands groupes capitalistes, appliquant notamment les normes de l'OMC qui empêchent ces groupes d'être poursuivis pour non-respect de réglementations sociales locales.

Les APE, accords de libre-échange entre l'UE et les pays concernés, réduisent à néant les taxes des exportations européennes et détruisent les filières locales de productions agricoles concurrencés par les exportations européennes, souvent subventionnées. Près de 50 pays sont concernés par ces accords dénoncés depuis des années

par les organisations paysannes, notamment Via Campesina et de nombreuses ONG.

« Nos » dirigeants se battent pour conserver un rôle éminent du capitalisme français dans le système financier, en consolidant à l'international les grandes banques françaises comme la BNP-Paribas, le Crédit Lyonnais, la Société générale, et en ayant souvent obtenu de diriger le FMI (rien que depuis les années 1990 : Michel Camdessus, Dominique Strauss-Kahn, Christine Lagarde). Ils ont aussi mis en place le très secret « Club de Paris », organisme international de gouvernance de la dette des États, informel mais presque incontournable, dont le secrétariat est situé à la Direction générale du Trésor, à Bercy. Le Club de Paris a pour spécialité de soumettre les pays endettés aux diktats des pays riches dans une totale opacité, en blanchissant les dettes indignes et illégitimes, en les perpétuant tout en imposant aux pays pauvres, conjointement avec le FMI et la Banque mondiale, les « politiques d'ajustement structurel ». Celles-ci ne sont rien d'autre que l'austérité budgétaire perpétuelle, la destruction des droits du travail, des tissus économiques locaux et des services publics, et l'augmentation des prix des produits de base, tout cela au nom de la « bonne gouvernance », de la « transparence » sélective et de la « liberté d'entreprendre » qui doit s'imposer à toutes les autres libertés.

LA DOMINATION FRANÇAISE, MAUVAIS GÉNIE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le franc CFA (monnaie des « colonies françaises d'Afrique », pudiquement renommé franc de la « communauté financière africaine »), instauré en 1939 dans l'empire colonial, et maintenu jusqu'à ce jour, est la monnaie imposée par la France à 14 pays d'Afrique occidentale et d'Afrique centrale, soumise désormais à la BCE. Cette monnaie, non directement convertible en dehors de la zone euro, empêche toute politique monétaire des États membres mais, par manque de réserves propres dans les pays concernés, les soumet néanmoins aux prêts du FMI et à ses plans d'ajustement structurel. Elle devrait commencer à être remplacée en 2022 par une nouvelle monnaie, « l'Éco », avec les mêmes caractéristiques.

Mais, pour comprendre l'importance de l'Afrique du point de vue économique, il faut regarder de plus près des groupes comme Total, Orano/Areva, Bolloré... qui sont propriétaires et producteurs en Afrique et dont l'armée et l'État français défendent les intérêts.

Les ressources naturelles de l'Afrique, notamment en pétrole et en minerais, furent, dès la fin du XIX^e siècle, un des enjeux de la colonisation et de la Conférence de Berlin (1884-1885) qui organisa, notamment, le partage des





régions sahariennes entre la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie. Plusieurs grands groupes français héritent aujourd'hui du travail de prospection et de ce partage colonial dont le poids a perduré après la décolonisation.

Ainsi le producteur/raffineur Total détient en Afrique (Angola et Nigeria en premier lieu, mais aussi Sénégal, Gabon, République du Congo et Cameroun) 25% de sa production et 18% de ses réserves de pétrole.

Le Groupe Bolloré possède 42 ports et 17 concessions de terminaux-conteneurs sur la côte africaine (Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, Gabon, Congo, Togo, Guinée) et 2 700 kilomètres de voies ferrées. Par le groupe Socfin dont il est l'actionnaire principal, il possède aussi 2 000 km² de terres de culture (palmiers à huile et hévéa) au Cameroun, au Nigeria et au Liberia.

Le Niger est le 4^e producteur mondial d'uranium, dont la prospection et la production ont été organisées par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) dès les années 1950. Le pays est un des deux principaux sites d'extraction pour Orano/Areva qui vend à EDF la moitié de l'uranium nécessaire aux centrales nucléaires. En 1974, le président Hamani Diory fut renversé et tué lors d'un coup d'État mené avec la bénédiction de la France, alors qu'il cherchait à imposer au CEA d'indexer le prix de l'uranium sur celui du kWh pétrole. Par ailleurs, les zones minières d'extraction de l'uranium sont situées dans la région d'Agadès, au nord-ouest du Niger dans une région touarègue. Les Touaregs sont écartés de toute souveraineté politique dans leur zone de vie, tant au Mali qu'au Niger, et écartés de la rente minière. C'est une des clefs principales des conflits au Sahel depuis de longues années et de l'opération Barkhane menée par l'armée française comme point avancée du « combat mondial contre le terrorisme » et pour défendre « nos valeurs de civilisation ». Là encore, la présence militaire française, qui devrait d'ailleurs se recentrer au Niger, sert de soutien aux intérêts d'Orano, alors que le gouvernement nigérien fait jouer sur le groupe français la pression des investisseurs chinois à la recherche de nouveaux contrats miniers.

Ces quelques exemples et le nombre de procès intentés en Afrique contre ces trois groupes ou d'autres comme Bouygues ou Orange (qui bénéficient de contrats léonins grâce au poids militaire et politique de la France) illustrent l'importance de l'Afrique pour les grands capitalistes français. Pour défendre ces intérêts, 8 200 militaires français sont présents en permanence sur le sol africain, entre les forces de présence (Djibouti, Côte d'Ivoire, Sénégal, Gabon) et celles de l'opération Barkhane.

En même temps, les gouvernements français successifs ont jalousement veillé à consolider des relations privilégiées avec les régimes autocratiques de Tunisie et du Maroc. La complicité des responsables politiques français de tous bords avec le « Makhzen » corrompu et policier de la monarchie marocaine est particulièrement éludée par les médias de notre pays. Les autorités françaises ont aussi tenté de maintenir le Liban dans l'orbite française en parainant un système clanique et confessionnel institutionnalisé.

De plus, la France a reproduit ces rapports de domination coloniaux dans la situation imposée en France aux populations postcoloniales qui subissent les discriminations, l'idéologie raciste véhiculée depuis plusieurs siècles vis-à-vis des populations issues d'Afrique ou du Moyen-Orient. Bolloré, à la fois profiteuse en Afrique du système néocolonial et patron de médias en France (distillant la peur du « grand remplacement », avec des lignes éditoriales ultra-réactionnaires, illustrées par la promotion de Zemmour) est l'incarnation de cet équilibre — impérialisme à l'extérieur, discrimination, racisme et négationnisme à l'intérieur — qui caractérise une bonne partie des responsables politiques, du grand patronat, des patrons de médias et de la haute hiérarchie militaire.

Au-delà, l'impérialisme français est l'un des fers de lance de la politique européenne de fermeture criminelle des frontières aux réfugiés et à toutes les migrantEs, assumant, avec des dispositifs toujours plus militaires autour de Frontex, de provoquer des milliers de noyades en Méditerranée, des accords pour l'externalisation de camps de réfugiés dans les pires conditions, et la réadmission forcée des refoulés hors d'Europe, par toutes les armes de la dépendance économique des pays du Sud.

LA DÉCOLONISATION N'EST PAS FINIE !

À la différence de la Grande-Bretagne qui ne garda après 1945 que quelques îles « névralgiques » en administration directe, la France a tenu à maintenir un contrôle direct sur les Antilles et la Réunion. En 1946, ces îles coloniales et la Guyane avaient été départementalisées. Le maintien dans le cadre de la France s'explique surtout pour l'État français par la situation géopolitique tant des Antilles que de la Réunion (tout comme Saint-Pierre-et-Miquelon, la Kanaky, les îles du Pacifique). Giscard d'Estaing a aussi détaché Mayotte des Comores, manipulant les résultats du référendum d'indépendance de 1974. Ce domaine permet à la France de pouvoir intervenir militairement sans délai en Amérique centrale comme dans le Pacifique ou l'océan Indien avec les « forces de la souveraineté », plus de 7 000 hommes répartis entre la Kanaky, la Polynésie, la Réunion/Mayotte, les Antilles et la Guyane. De plus, toutes les « possessions » françaises font que la France possède le deuxième domaine maritime mondial après les USA. Certains, même à la gauche de l'échiquier politique, s'enorgueillissent de cet « empire où le soleil ne se couche jamais », qui permet même de développer la puissance spatiale de la France avec la base de Kourou en Guyane, après avoir transformé les îles de Polynésie en base d'essais nucléaires. C'est pourtant, là encore, un élément dans une politique où le complexe militaro-industriel et la diplomatie française disposent d'un levier pour des accords bilatéraux, une participation de la France à de multiples négociations régionales et un contrôle de nombreuses routes maritimes.

C'est donc bien une politique impérialiste qui oppose aux peuples de la Réunion, des Antilles, de la Kanaky et de la Guyane, un maintien colonialiste dans la République française. La Kanaky est aujourd'hui dirigée par un gouvernement de coalition d'organisations indépendantistes. La France veut essayer d'empêcher l'accès à l'indépendance kanak de cette île colonisée depuis 1853. Suite à l'émergence d'un mouvement indépendantiste puissant dans les années 1980, la France a tenté d'étouffer ce mouvement dans une île qui représente 14% de la surface maritime française,

20 % des réserves mondiales de nickel... et la plus grande base militaire française du Pacifique. Macron prétend que la France par sa présence en Kanaky (et avec la Polynésie française et Wallis-et-Futuna) est « *une grande puissance dans la région Indopacifique* ». Pour Macron, cette terminologie désigne l'immense espace allant de Djibouti à la Polynésie française, essayant ainsi de donner à la France une place névralgique dans la politique visant à limiter l'influence chinoise en Asie et dans le Pacifique. Pourtant, l'annulation du contrat de vente de sous-marins à l'Australie et surtout la signature du partenariat de sécurité AUKUS (acronyme pour Australie, United Kingdom et USA) montre la marginalité de la France dans la région du point de vue des forces impérialistes occidentales. Cela renforce la crispation de la France qui, si elle « perdait » la Kanaky, perdrait un maillon névralgique de sa présence diplomatique et militaire dans cet immense espace (base militaire en 2020 de 1 450 hommes en Kanaky, s'ajoutant aux 1 450 à Djibouti et 900 en Polynésie, plus les bases navales de Djibouti, Abu Dhabi et Nouméa).

Aux Antilles, les békés et la haute administration française gardent la mainmise sur les secteurs essentiels de la vie économiques de l'île, mainmise dénoncée lors des grèves massives contre la « *pwofitasyon* » en 2009, ainsi que par les luttes contre le chlordécone, insecticide toxique et cancérigène utilisé par les grands producteurs bananiers et commercialisé par la grande famille béké Hayot, avec l'aval des autorités et des ministères de Chirac et Cresson en France de 1972 à 1993 (malgré son interdiction dans de nombreux pays depuis 1976) provoquant une pollution généralisée et l'explosion des cas de cancers de la prostate.

Aujourd'hui encore, en Méditerranée, la France s'obstine à ne pas reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple corse, alors que l'Assemblée territoriale est, depuis 2015, composée majoritairement de partis indépendantistes.

UN IMPÉRIALISME EN DÉCLIN MAIS AUX EFFETS NÉFASTES

Le rapport de forces de la France impérialiste s'est largement dégradé ces dernières décennies, accentué par la présence croissante de la Chine

et de l'Inde en Afrique. La France, 5^e puissance exportatrice mondiale – 3,5% des exportations en 2017, loin derrière la Chine (10,8%), les USA (10,2%) et l'Allemagne (7,6%) – est en même temps le pays d'Europe qui a le déficit du commerce extérieur le plus lourd (82,5 milliards d'euros en 2020), situation structurelle depuis près de 20 ans, la France cumulant les choix de désindustrialisation, de sous-traitance de production à l'étranger, de coupes massives dans la Recherche et le développement.

L'impérialisme français pèse néanmoins encore et joue un rôle d'intervention militaire, de soutien aux régimes confrontés aux mouvements populaires et démocratiques, notamment en Afrique, tout en protégeant les intérêts des grandes entreprises françaises.

L'exemple de Total en Birmanie est révélateur du soutien des grands trusts impérialistes à des régimes qui permettent le maintien de leur présence. Depuis la fin des années 1980, Total a mis lui-même au point, pour assurer son investissement dans un gisement gazier, un système de financement de la Tatmadaw (la junte militaire) par le biais de la MOGE, société d'hydrocarbures contrôlée par la junte. Le trust a aussi eu recours au travail forcé des paysans sur le chantier de son gazoduc Birmanie-Thaïlande, qui est au cœur du détournement des profits gaziers de l'État birman vers la MOGE. Après le putsch de février 2021 (alors que justement la Ligue nationale de la démocratie, dont le gouvernement civil a été renversé par la junte, voulait remettre en cause le contrôle du secteur des hydrocarbures, principal levier de financement de l'armée), ce montage continue et le gouvernement français n'a jamais cessé d'appuyer Total dans sa politique de soutien à la dictature et de peser pour amoindrir les sanctions vis-à-vis de la Birmanie dans le domaine gazier. De même, le groupe Accor qui a beaucoup d'intérêts dans l'hôtellerie de luxe en Birmanie a contribué en 2018 à construire des barrières de la honte empêchant les Rohingyas de revenir du Bangladesh dans leur pays.

Il faut souligner, en conclusion, la place particulière de l'industrie nucléaire et de l'industrie d'armement, puisque la France est le 3^e exportateur d'armes (après les USA et la Chine),

avec l'Égypte et l'Arabie saoudite comme principaux clients, le complexe militaro-industriel s'appuyant sur la présence des militaires français dans plusieurs zones d'opérations. Ces exportations, dans deux pays piliers de la politique pro-impérialiste au Moyen-Orient, vont de pair avec un soutien à la politique d'Israël, encore réaffirmé par l'invitation de Netanyahu en France et l'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme par Emmanuel Macron. À noter, par ailleurs, la participation de Veolia et d'Alstom à la construction du tramway de Jérusalem dans les années 2000, traversant Jérusalem-Est et menant aux colonies israéliennes. L'État français, tout en suivant fidèlement la politique israélienne de Trump ces dernières années, a toujours apporté son soutien à cette participation, même si sous la pression des mobilisations Veolia a dû se retirer des tranches d'extension, mais Egis et Alstom continuent de collaborer à la maintenance du réseau.

Face à ces turpitudes, les anticapitalistes et tous les démocrates en France se doivent de développer une solidarité en action avec les peuples opprimés et exploités, en particulier par notre propre impérialisme. Plus qu'un devoir moral, c'est une nécessité objective car nos intérêts sont communs avec ces peuples et non avec « nos » capitalistes ; intérêts communs pour mettre fin aux injustices, aux oppressions, à la corruption, à l'exploitation et au productivisme, et pour poser les bases de sociétés solidaires, donnant des droits égaux à toutes et tous, satisfaisant les besoins humains fondamentaux, émancipées et protégeant leur environnement. □

Pour aller plus loin :

- Saïd Bouamama, « Crise de l'impérialisme français en Afrique et processus de fascisation dans l'hexagone », 15 juin 2021, en ligne sur <https://www.cadtm.org/Crise-de-l-Imperialisme-francais-en-Afrique-et-processus-de-fascisation-dans-l>
- Amzat Boukari-Yabara, Benoît Collombat, Thomas Borrel, Thomas Deltombe, L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique, Seuil, octobre 2021.
- FASTI, brochure « C'est quoi le colonialisme aujourd'hui ? », 2021.
- Claudio Katz, « La théorie classique de l'impérialisme », extrait de « Bajo el Imperio del Capital » 2011, en ligne sur <https://www.contretemps.eu/theorie-imperialisme/>
- Claude Serfati, Le militaire : une histoire française, éditions Amsterdam, 2017.
- CEDETIM, L'impérialisme français, Petite collection Maspéro, 1980. Réédition numérique FeniXX 2019, <https://www.placedeslibraires.fr/ebook/9782348007781-imperialisme-francais-cedetim/>

À propos de la publication du texte de Trotsky « Les leçons de la Commune »

PAR LUCIEN SANCHEZ

Le choix du texte de Trotsky pour notre numéro spécial dédié à la Commune de janvier 2021 fait débat, autour de la question du rôle du parti et du facteur subjectif dans la révolution.

Le texte commence ainsi : « Chaque fois que nous étudions l'histoire de la Commune, nous la voyons sous un nouvel aspect grâce à l'expérience acquise par les luttes révolutionnaires ultérieures, et surtout par les dernières révolutions, non seulement par la révolution russe, mais par les révolutions allemande et hongroise. »

Or le texte de Trotsky a été écrit en février 1921 et il se situe dans la foulée du II^e congrès de l'Internationale Communiste (juillet 1920) et des fameuses 21 conditions d'adhésion destinées à faire barrage aux opportunistes type Marcel Cachin. Il fait aussi suite aux congrès de scission des partis socialistes, en décembre 1920 en France et en janvier 1921 en Italie. L'heure est donc à la construction de véritables partis révolutionnaires, en rupture avec les courants réformistes de la social-démocratie. Ce texte est donc très daté.

UN TEXTE CONSTRUIT AUTOUR DU SEUL AXE DE L'ABSENCE DE VÉRITABLE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Citations : « Et précisément le prolétariat français n'avait pas de parti d'action. » « Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon : il faut une forte direction du

parti. » « Ces lutteurs de 71 ne manquaient pas d'héroïsme. Ce qui leur manquait, c'était la clarté dans la méthode et une organisation dirigeante centralisée. » Et l'extrait à mes yeux le plus significatif : « Si en septembre 1870 à la tête du prolétariat de France s'était trouvé le parti centralisé de l'action révolutionnaire, toute l'histoire de la France, et avec elle toute l'histoire de l'Humanité, aurait pris une autre direction. »

Eh oui, avec des « si » on peut réécrire l'Histoire : si en Mai 68 il y avait eu un parti révolutionnaire, si en 1973 au Chili, si en Iran en 1979... et j'en passe. Certes, l'utilisation des « si » peut avoir des vertus pédagogiques pour montrer comment aurait agi

une véritable direction révolutionnaire, mais de là à dire, ou à laisser entendre, que cela aurait été possible me semble très abusif. Car une direction révolutionnaire ne surgit pas de l'esprit mais des expériences de lutte de la classe ouvrière, et en 1871 les conditions n'étaient pas réunies pour cela (voir plus loin).

UN MÉPRIS POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES

Dans l'affaire, le plus négatif de l'article de Trotsky ne réside pas dans ces considérations sur le rôle d'un parti révolutionnaire, que nous pouvons partager pour l'essentiel, notamment en ce qui concerne la Révolution russe, mais dans le fait qu'il en vient à dénigrer



DR.

les dirigeants de la Commune avec des termes inacceptables :

« Au lieu de cette politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situation, les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur autonomie communale : ils n'attaqueront pas les autres, si les autres ne les attaquent pas ; chaque ville a son droit sacré de self-government. Ce bavardage idéaliste – du genre de l'anarchisme mondain – couvrait en réalité la lâcheté devant l'action révolutionnaire qui devait être menée sans arrêt jusqu'à son terme, car autrement, il ne fallait pas commencer... »

On peut critiquer certains débats sans fin et sur des sujets qui ne semblaient pas de la plus grande urgence au sein de la Commune, ces débats qui ont parfois exaspéré Eugène Varlin, mais dire que ces débats couvraient « la lâcheté devant l'action révolutionnaire » est tout simplement insultant pour les membres de la Commune, dont la quasi-totalité se sont sacrifiées au combat ou ont été fusillés.

LES VISIONS PLUS NUANCÉES DE MARX ET LÉNINE

Quant au fait de s'enfermer dans l'autonomie communale, la question est un peu plus complexe. Marx n'a pas balayé d'un revers de main cette question qui reste au centre de débats encore actuels. Pour lui « Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes. Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court.

Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient tour à tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris. » (La guerre civile en France).

Le texte de Trosky figure dans une brochure de la Ligue Communiste

pays de petite bourgeoisie (artisans, paysans, boutiquiers, etc.). Par ailleurs, il n'existait pas de parti ouvrier ; la classe ouvrière n'avait ni préparation ni long entraînement et dans sa masse elle n'avait même pas une idée très claire de ses tâches et des moyens de les réaliser. Il n'y avait ni sérieuse organisation politique du prolétariat, ni syndicats et associations coopératives de masse.

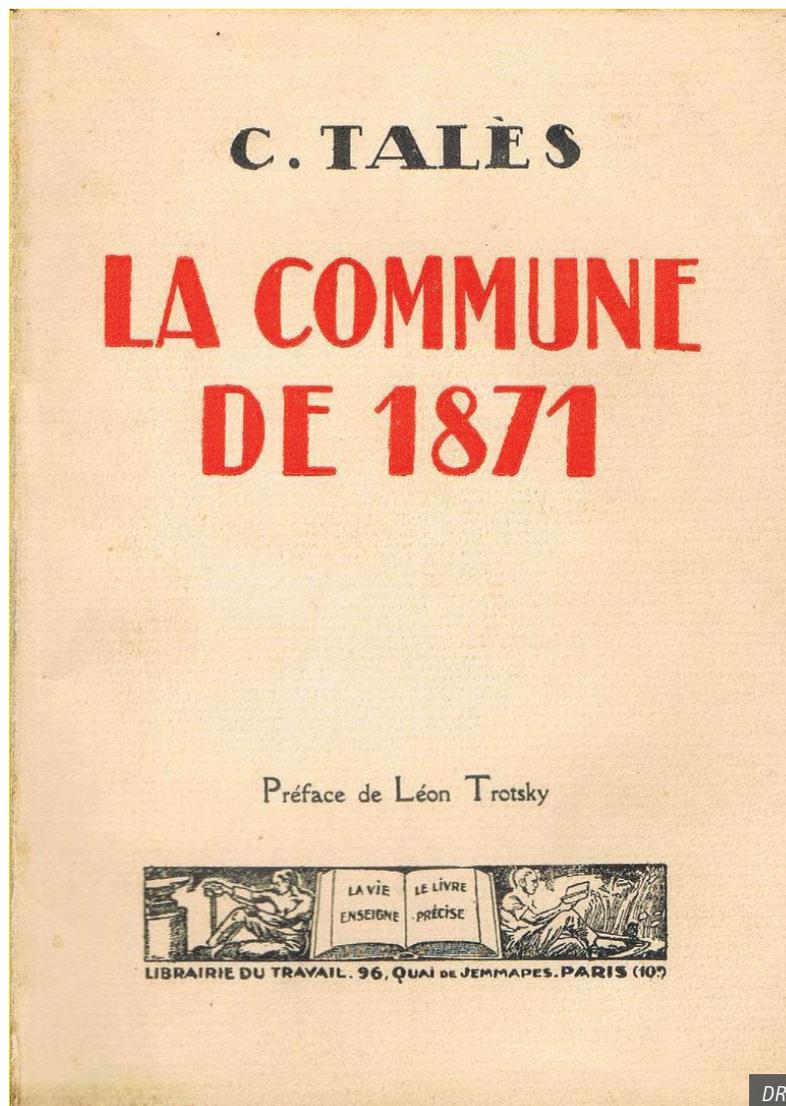
Mais ce qui manqua surtout à la Commune, c'est le temps, la possibilité de s'orienter et d'aborder la réalisation de son programme. Elle n'avait pas encore eu le temps de se mettre à l'œuvre que le gouvernement de Versailles, soutenu par toute la bourgeoisie, attaquait Paris. La Commune dut, avant tout, songer à se défendre. Et jusqu'à la fin, entre le 21 et le 28 mai, elle n'eut pas le temps de penser sérieusement à autre chose. »

On peut discuter dans cet extrait de la nécessité de forces productives développées, mais le plus intéressant est la façon dont Lénine traite de la direction révolutionnaire. Il est clair que pour lui, les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière ne se limitent pas à la question du parti, aussi im-

portante soit-elle, mais englobent plus largement l'ensemble de ses formes d'organisation et de lutte. Question très actuelle, et pas seulement pour les débats internes du NPA...

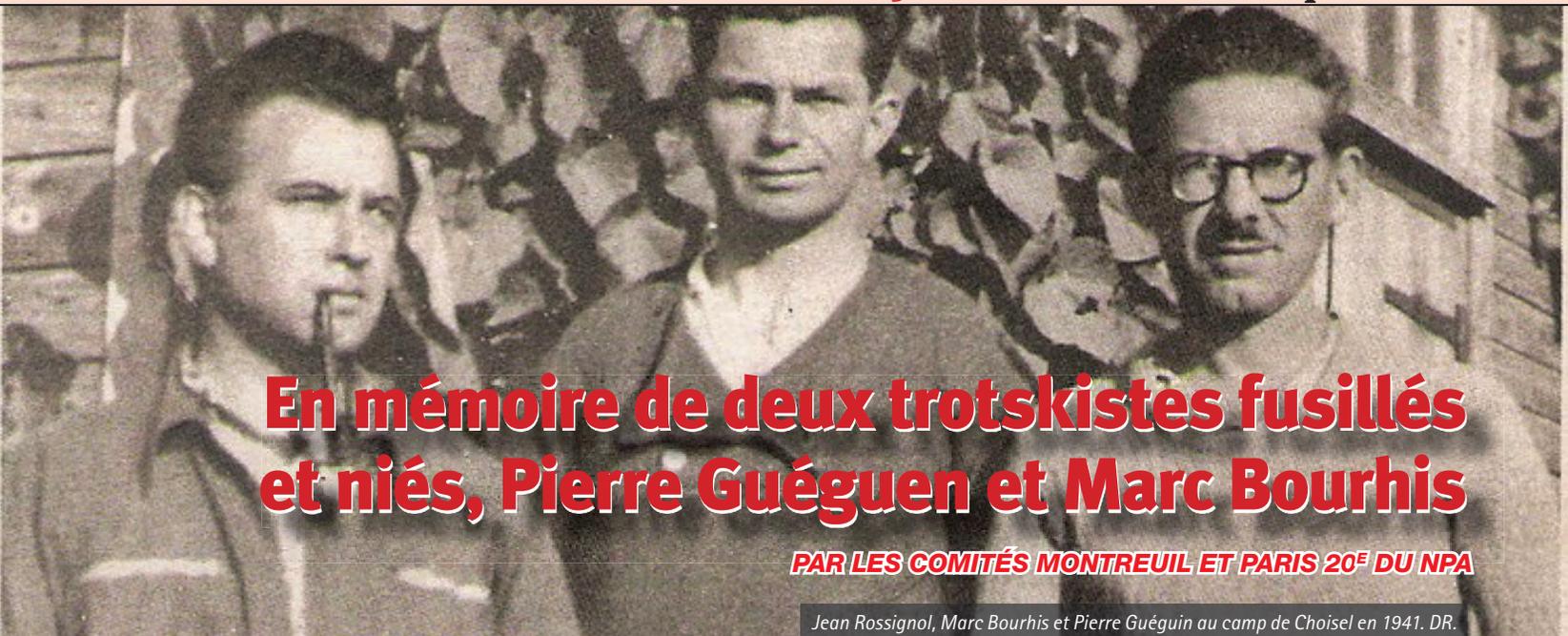
Et puis il y a le facteur temps, ce qui permet à Lénine d'enchaîner sur l'œuvre considérable de la Commune réalisée en un temps si court et dans des conditions politiques très défavorables.

Ce texte aurait largement mérité de figurer dans la revue, ce qui n'enlève rien par ailleurs à la très grande qualité d'ensemble de ce numéro spécial. □



publiée en mars 1971 à l'occasion du centenaire de la Commune. Outre la présentation générale, on y trouve un texte d'Engels pour le 20^e anniversaire, et deux textes de Lénine de 1908 et 1911 pour le 40^e anniversaire. Dans le second texte, Lénine écrit :

« Pour qu'une révolution sociale puisse triompher, deux conditions au moins sont nécessaires : des forces productives hautement développées et un prolétariat bien préparé. Mais en 1871 ces deux conditions faisaient défaut. Le capitalisme français était encore peu développé et la France était surtout un



En mémoire de deux trotskistes fusillés et niés, Pierre Guéguen et Marc Bourhis

PAR LES COMITÉS MONTREUIL ET PARIS 20^E DU NPA

Jean Rossignol, Marc Bourhis et Pierre Guéguin au camp de Choisel en 1941. DR.

Le 22 octobre 1941, il était 15h50, 16 heures et 16 heures 10 et vous tombiez sous les balles des barbares nazis. Il y a donc 80 ans. Le 20 octobre 1941 le FeldKomandant Karl Holtz était abattu par trois résistants communistes et, en représailles, l'occupant faisait fusiller quarante-huit otages parmi lesquels 27 prisonniers du camp de Choisel, à Châteaubriant.

Vous avez été désignés parce que vous étiez des travailleurs, des syndicalistes ou des communistes et souvent les trois en même temps. Le plus jeune, Guy Moquet, avait 17 ans.

80 ans, c'est long et si nous n'y prenons garde le temps effacera votre souvenir. La bête fasciste, jusque-là contenue aux marges, réapparaît de plus en plus fort. « *Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde* » disait Bertolt Brecht. Partout dans le monde le fascisme montre le bout de son museau à nouveau. Parmi les vingt-sept fusillés, il y avait deux camarades de la Quatrième internationale, Pierre Guéguin et Marc Bourhis. Pierre Guéguin était l'aîné. Ce n'était pas la même génération, Pierre Guéguin est né en 1896, il a été engagé dans la première Guerre mondiale dès 1916 et ensuite a été nommé instituteur. Il s'est engagé au Parti communiste dès 1901, il a milité syndicalement à la Fédération unitaire de l'enseignement, alors liée à la CGT-U et c'est alors qu'il a rencontré et côtoyé Marc Bourhis, qui était simplement le fils de ses voisins.

Pierre Guéguin a convaincu Marc de le rejoindre au Parti communiste en 1930. Mais, en désaccord avec l'évolution politique de l'Union soviétique et avec le cours suivis par le PC, Marc Bourhis quitte ce parti en 1933, l'année où Hitler prend le pouvoir, il s'abonne alors au journal trotskiste *La Vérité* et devient militant du Parti ouvrier internationaliste dès 1936. En 1940 il est démobilisé et reprend contact avec Pierre Guéguin, qui lui est

resté au Parti communiste mais a rompu publiquement dès la signature du pacte germano-soviétique en août 39.

DEUX MILITANTS INTERNATIONALISTES

Pierre Guéguin était une pointure du Parti communiste local, il était élu à différentes élections, il était maire de Concarneau, il a été Conseiller général. Dès les années 30, il a été très critique vis-à-vis du cours du PC mais il a été toléré à l'intérieur du fait de sa popularité. Dès 1933, il alerte sur la montée du fascisme et fait référence à Trotski dans un de ses écrits. Il a aussi signé avec plusieurs de ses camarades du Finistère une lettre demandant la réintégration des camarades de l'opposition de gauche exclus du Parti communiste.

Pierre et Marc se côtoient beaucoup et quand Marc est démobilisé, ils improvisent un meeting dans un café de la pointe de Trévignon où ils font savoir publiquement leurs opinions et leur satisfaction de voir l'Urss dans le camp des Alliés. Mais à la suite d'une dénonciation, ils sont arrêtés par la gendarmerie comme agitateurs et internés au camp de Choisel à Châteaubriant avec d'autres, avec les 25 autres camarades communistes. Mais dans ce camp, l'ambiance n'était pas forcément très bonne puisque le « trotskiste Bourhis » et le « renégat Guéguin » furent calomniés et mis en quarantaine.

Ils ont été désignés comme otages et sont tombés sous les balles nazies l'après-midi du 22 octobre à la carrière de la sablière à Châteaubriant.

FACE AUX STALINIENS

Marc Bourhis était militant de la Quatrième internationale, militant trotskiste. En 1945 sa famille fit d'ailleurs graver sur sa tombe « *militant du Parti communiste internationaliste* ». La femme de Pierre Guéguin raconte qu'il a laissé une lettre en disant que puisqu'il était toujours communiste est bien loin des reniements et de la politique erratique du Parti communiste, il rejoignait la Quatrième internationale. Lors d'un meeting en 1945, la veuve de Pierre Guéguin a participé à un meeting avec Yvan Crépeau, militant de la Quatrième internationale. Pendant plusieurs années, le Parti communiste local a mis de côté Guéguin et Bourhis dans leurs hommages avant de les annexer et de les récupérer en prétendant qu'ils faisaient partie des vingt-sept communistes staliniens fusillés. On retrouve le cours sectaire du Parti communiste et les dégâts qu'il a engendré à de nombreuses occasions notamment pendant la guerre d'Espagne, on voit aussi la politique sectaire d'un Parti communiste qui ne voit pas de salut en dehors des intérêts de son appareil.

L'internationalisme est à notre avis la seule réponse qui fera reculer et battre le fascisme. À l'occasion de cet anniversaire, les camarades de la IV^e Internationale de la région ont édité un « 4 pages » pour raconter l'histoire de Bourhis et Guéguin, qui a été accepté dans le cadre de la commémoration. Après, tout ce temps, il y a finalement une reconnaissance mais les familles, les veuves, ont dû se battre pour réaffirmer les convictions de Marc et Pierre. □